



**Fonds Lives and Livelihoods**

Rapport Annuel 2019



## Intégrer les Partenariats et Renforcer l'Impact



صندوق أبوظبي للتنمية  
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT

BILL & MELINDA  
GATES foundation



IsDB  
البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank



QATAR FUND  
FOR DEVELOPMENT  
صندوق قطر للتنمية

## Avant-propos de S.E. le Président de la Banque Islamique de Développement



Lorsque je suis arrivé en septembre 2016, j'ai entrepris de transformer la BID, jusqu'alors « Banque de développement » en une « Banque d'acteurs du développement ». Depuis lors, la banque est beaucoup plus ouverte aux partenariats visant à mettre en œuvre des projets de développement social durables et ambitieux dans ses pays membres. À cet égard, le fonds LLF est un modèle de partenariat innovant clé, parfaitement en phase avec le Programme quinquennal du Président (P5P). Il est également la pierre angulaire de la capacité de la Banque à aider ses pays membres à atteindre les Objectifs de Développement Durable, ainsi qu'un levier essentiel pour la réalisation des objectifs de développement humain de la BID.

Au nom du Groupe de la Banque Islamique de Développement, je voudrais exprimer mon immense fierté au regard des partenariats innovants et solides mis en place dans le cadre du fonds LLF. Le fonds est doté d'un fort potentiel qui lui permet d'offrir aux populations les plus vulnérables des pays membres, une vie digne et de meilleurs moyens de subsistance ; il ne s'en est point départi depuis sa création en 2016.

Je renouvelle ici l'engagement ferme de la Banque pour la réussite du fonds LLF. Eu égard à la nature très spécifique des opérations du fonds, ces engagements ont été matérialisés dans un plan d'action à l'échelle de la Banque, avec l'ambition de rationaliser la gestion des projets du fonds et de renforcer à la fois son efficacité et son impact.

C'est le lieu pour moi de remercier nos partenaires Donateurs pour leur collaboration continue et très appréciée avec le fonds LLF. En outre, je voudrais souhaiter la bienvenue au DFID, nouveau donateur. La Banque reconnaît les contributions stratégiques et techniques apportées par les Donateurs au fonds LLF et apprécie à leur juste valeur les ressources supplémentaires fournies, telles que le mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets (PPIF). Celles-ci ont accéléré le développement du portefeuille

de nouveaux projets du LLF et contribué à l'optimisation des résultats du fonds.

En 2020, le Groupe de la BID se concentrera sur les trois orientations stratégiques suivantes pour améliorer la performance globale du fonds LLF :

- ◆ Maintenir un niveau de sélectivité plus élevé des projets susceptibles d'être retenus pour constituer le portefeuille, car la qualité à l'entrée est déterminante pour l'efficacité de leur développement ;
- ◆ Renforcer la communication externe et la diffusion des activités et opérations du Fonds afin de renforcer la notoriété, la visibilité et la réputation du LLF et de ses bailleurs de fonds contributeurs ;
- ◆ S'engager davantage aux côtés des partenaires d'exécution sur le terrain, pour mobiliser les ressources techniques et financières adéquates et nécessaires pour assurer la mise en œuvre réussie des projets du fonds.

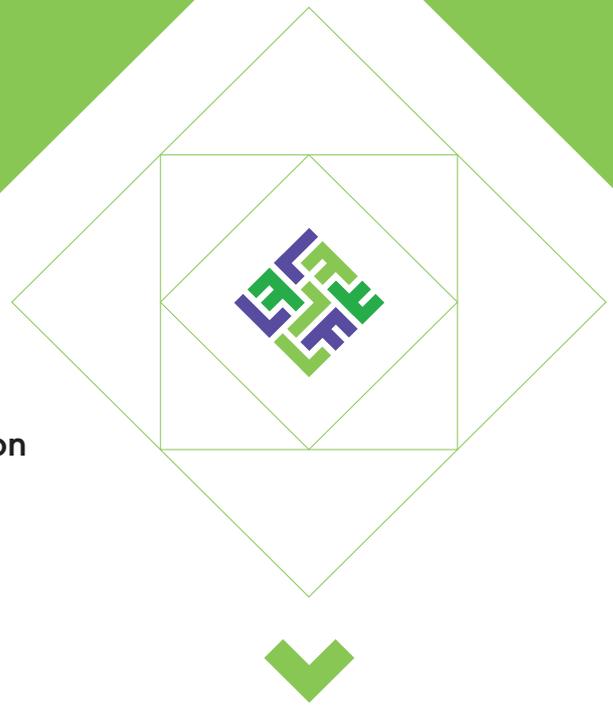
Je suis résolu à mener cet exercice d'optimisation au-delà du renforcement de l'efficacité des activités et des projets du fonds, afin d'optimiser les résultats et l'impact des ressources investies par le fonds. Je suis sûr que l'Unité de Gestion du fonds LLF, en collaboration avec les départements compétents de la Banque, tirera parti des nouvelles initiatives pour accélérer la matérialisation des projets du fonds sous forme de bénéfices et d'avantages durables en faveur des populations les plus vulnérables.

Pour relever les défis cruciaux de la lutte contre la pauvreté auxquels le monde musulman est confronté aujourd'hui, il faut des partenariats plus efficaces et véritablement innovants. Le LLF est incontestablement un modèle efficace et innovant, et constitue la preuve irréfutable que l'union fait la force. Il démontre également les effets multiplicateurs d'un partenariat efficace.

Le Groupe de la BID reste engagé et prêt à collaborer avec tous pour la réalisation de notre ambition commune, à savoir développer le fonds LLF et récolter les fruits de notre engagement mutuel. Je vous remercie pour votre soutien indéfectible.

**Dr. Bandar M. H. Hajjar**

Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement et Président du Conseil d'Administration.



## Message du Président du Conseil d'Administration du fonds LLF (Comité d'Impact)



En ma qualité de Président du fonds LLF pour l'année 2020, j'ai le plaisir de vous présenter le troisième rapport annuel couvrant les opérations et les états financiers de l'exercice 2019.

L'exercice sous revue a été principalement axé sur la poursuite du développement d'une coopération efficace pour soutenir les pays membres de la BID les moins avancés, grâce au renforcement de nos procédures visant à accélérer la mise en œuvre des projets du fonds, ainsi qu'à accroître sa visibilité et sa reconnaissance dans les pays bénéficiaires.

En 2019, nos efforts collectifs ont permis des améliorations significatives sur tous les fronts. L'engagement de son S.E. le Président Dr. Bandar Hajjar, s'est traduit par un plan d'action à l'échelle de la Banque visant à renforcer la gestion des projets du fonds. L'engagement proactif de l'Unité de Gestion dans les opérations a permis d'élargir la couverture géographique et d'assurer une croissance continue du fonds, avec des projets de qualité, des décaissements diligents et une mise en œuvre efficace sur le terrain. Les initiatives incommensurables prises par l'ensemble des bailleurs de fonds, combinées à leur soutien continu, ont permis au fonds de relever de nombreux défis et de commencer à préparer l'avenir grâce à l'élaboration d'une approche axée sur les résultats.

Avec l'approbation de son quatrième pipeline de nouveaux projets, le fonds a désormais jusqu'à présent financé 28 projets de développement social essentiels représentant une valeur totale de 1,2 Milliards de dollars USD répartis à travers 19 pays d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Nous sommes très fiers d'accueillir le Département Britannique pour le Développement International (DFID), notre nouveau partenaire dans ce pacte unique. Cette subvention additionnelle permet

au fonds d'augmenter son enveloppe de financements concessionnels pour les années à venir.

Les organes directeurs du fonds ont été particulièrement actifs cette année, avec cinq réunions de comités, à savoir trois réunions du Conseil d'Administration (Comité d'Impact) et deux du Comité de Revue Technique. Le suivi et la supervision plus étroits du fonds et de ses activités ont permis au Conseil d'Administration de consacrer plus de temps au renforcement de l'efficacité et de la gouvernance. Nous avons optimisé notre Charte, passé en revue et assuré le suivi du portefeuille actif de projets, analysé en profondeur la réserve de nouveaux projets proposés pour l'exercice 2019 afin de sélectionner les plus pertinents, et réfléchi aux difficultés présentes et futures pesant sur le développement du fonds. Nous avons également lancé l'élaboration d'une nouvelle stratégie de communication, dont la mise en œuvre est prévue à partir de 2020.

Je suis heureux de constater que, grâce au soutien des équipes de la BID, 80 % des projets approuvés par le fonds LLF sont en cours de décaissement et ont commencé à être mis en œuvre, avec un montant total des décaissements passé de 8 millions de dollars USD à la fin 2018, à environ 120 millions de dollars USD à la fin 2019.

Ce fut un privilège de collaborer avec un groupe de bailleurs de fonds et de partenaires aussi engagés qu'efficaces. Nos réalisations au cours de cette année n'excluent cependant pas la nécessité d'engager en permanence nos efforts, notre énergie et nos ressources, afin que l'impact escompté sur l'amélioration des vies et des moyens de subsistance des plus démunis puisse se concrétiser. Il reste encore beaucoup à faire.

Je vous remercie de votre soutien et votre intérêt dans cette entreprise.

**Mr. Ali Bin Abdulla Al-Dabbagh**

Président du Conseil d'Administration, Fonds LLF  
Directeur Général Adjoint de la Planification du QFFD



## Fonds LLF

### Aperçu du Fonds LLF

## ➤ Contexte du Fonds LLF

Le 29 septembre 2016, la Banque Islamique de Développement (BID) et ses partenaires au développement ont lancé le Fonds Lives & Livelihoods (LLF) de 2,5 Milliards de dollars USD, avec comme vision commune d'émanciper les plus pauvres du joug de la pauvreté dans les pays membres de la BID. Notre ambition est de sauver des millions de vies en éradiquant l'extrême pauvreté et en tendant la main aux personnes vulnérables dans le monde.

Le fonds LLF est désormais reconnu comme étant la plus grande initiative de développement du genre dans le Moyen-Orient. Il s'est imposé comme l'un des meilleurs moyens dont disposent les pays membres de la BID pour la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

#### Les Bailleurs de Fonds partenaires de la BID dans le cadre de cette initiative innovante sont :

- ◆ Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)
- ◆ Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF)
- ◆ Département Britannique pour le Développement International (DFID)
- ◆ Banque Islamique de Développement (BID)
- ◆ Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)
- ◆ Centre d'Aide et de Secours Humanitaire King Salman (KSRelief)
- ◆ Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)

## Comment fonctionne le fonds LLF

Il est axé sur trois secteurs clés permettant aux plus démunis de se sortir de la pauvreté :

### SANTÉ

- ◆ Élimination des maladies infectieuses (poliomyélite, paludisme, etc.)
- ◆ Renforcement des soins de santé primaires
- ◆ Soutien aux systèmes de couverture de santé universelle

### AGRICULTURE

- ◆ Production et productivité des cultures de base
- ◆ Production et productivité de l'élevage et de l'aquaculture
- ◆ Amélioration des vies et conditions de subsistance des petits exploitants et éleveurs.

### INFRASTRUCTURES DE BASE

- ◆ Approvisionnement en eau à petite échelle des communautés non raccordées
- ◆ Amélioration des systèmes d'assainissement pour les communautés pauvres et non connectées
- ◆ Production, transport et distribution d'électricité hors réseau en milieu rural des communautés pauvres
- ◆ Infrastructures rurales pour promouvoir l'inclusion financière numérique





## Financement innovant

Grâce à un mécanisme innovant, le fonds LLF peut offrir aux pays membres de la BID des financements hautement concessionnels pour des projets de développement socio-économiques.



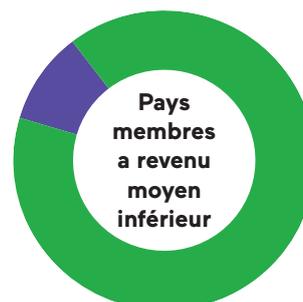
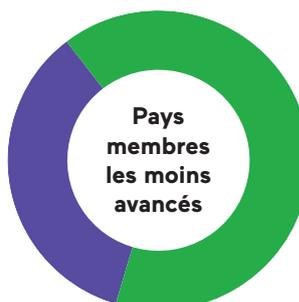
“Le LLF a approuvé plus d’1,16 Milliards de dollars USD d’investissements depuis sa création en 2016. Ces projets produisent déjà un impact positif sur la vie et les conditions de vie des populations les plus pauvres du monde, réaffirmant l’efficacité du fonds LLF en tant que modèle d’entreprise fondé sur la coopération au développement, une concessionnalité financière maximale et des interventions humaines ciblées.”

Dr. Mohamed Jouini  
Vice-Président, Développement des Partenariats



- **Bailleurs de Fonds** : Subventions de 500 millions de dollars USD
- **BID** : 2 Milliards de dollars USD (Ressources Ordinaires en Capital - ROC)

## Subventions Vs. ROC



## Financement mixte

Le fonds combine, de manière indivisible, les subventions des bailleurs de fonds donateurs avec les ressources ordinaires en capital de la BID pour produire ses financements concessionnels LLF.



## Gouvernance

La BID est l'administrateur du LLF et gère ses projets conformément à sa charte, en accord avec le cycle de gestion des projets de la banque, après leur approbation par le Comité d'Impact du LLF (le Conseil d'administration du Fonds et tous les partenaires représentés). Le Comité de Revue Technique (CRT) réunit des représentants des bailleurs de fonds du LLF et apporte son soutien au Conseil d'Administration en procédant à l'examen technique détaillé des projets proposés et en formulant des recommandations.

La BID et les bailleurs de fonds ont établi une Unité de Gestion chargée de coordonner les activités du fonds. Cette Unité de Gestion soutient le développement du pipeline des nouveaux projets candidats à un financement LLF, et suit le portefeuille de projets actifs, en étroite collaboration avec les équipes techniques et de terrain de la BID.



## Fonds LLF

Faits marquants de l'année 2019

# ➤ Faits marquants de l'année 2019

## Quatrième réunion du Conseil D'Administration

22 Mars 2019

Lieu : Siège de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), Londres

Le Président du Conseil d'Administration entrant, Mr. Ali Al-Dabbagh, représentant le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD), en a assuré la présidence.

Une réaffectation des financements concessionnels entre les différents projets LLF retenus au titre de l'exercice 2018 a été approuvée, reflétant le souhait du QFFD d'accroître ses contributions financières en faveur du secteur agricole et d'un plus grand nombre de pays membres de la BID.

Le QFFD et la BMGF ont proposé un amendement à la Charte et à la Politique d'investissement du LLF afin d'optimiser la procédure d'appel à contributions des donateurs, ainsi que les règlements financiers correspondants.

Au titre des questions diverses, le Conseil d'Administration a approuvé à l'unanimité les états financiers du LLF au titre de l'exercice 2018, discuté d'une nouvelle stratégie de communication et convenu de se réunir plus régulièrement (tous les trimestres) afin de garantir un niveau d'engagement et de suivi plus élevé.



Présidium du LLF lors de la quatrième réunion du Conseil d'Administration, avec, de gauche à droite : Dr. Waleed Alwaheeb (Président sortant & Directeur général du FSID), Dr. Waleed Addas (Directeur du Fonds LLF), Mr. Joe Cerrell (Directeur Général Monde Politique et Plaidoyer - BMGF), M. Ali Bin Abdalla Al-Dabbagh (Président entrant & Directeur Général Adjoint de la Planification du QFFD)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A DISCUTÉ DE L'ATTRIBUTION DE FONDS EN FAVEUR DE QUATRE NOUVEAUX PROJETS D'UNE VALEUR TOTALE DE **167 MILLIONS DE DOLLARS USD**



## Cinquième réunion du Conseil d'Administration

25 Juin 2019

Lieu : Siège de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), Londres

Un examen du portefeuille des projets actifs du fonds LLF a permis de relever que 20 projets sur 26 devraient commencer à décaisser d'ici le troisième trimestre 2019. L'annulation d'un projet approuvé pour résorber l'hépatite C en Égypte est confirmée.

Une proposition a été présentée pour modifier le processus d'appel aux contributions des bailleurs de fonds. Le Conseil d'Administration a donné son accord de principe, pour la modification de la Charte, à savoir qu'un appel de fonds pour une réserve de projets annuelle complète sera envoyé aux bailleurs de fonds 15 mois après l'approbation de ladite réserve. Les bailleurs de fonds disposeront alors de 90 jours pour assurer le versement des montants correspondants.

Le Conseil d'Administration a convenu de la nécessité de publier un appel à propositions pour élaborer une nouvelle stratégie de communication. Il a été convenu que la BMGF élaborerait une première ébauche des termes de référence correspondants, qui seraient ensuite complétés, puis communiqués aux autres bailleurs de fonds pour une revue et pour y intégrer leurs recommandations et exigences respectives. L'Unité de Gestion du LLF étant chargée de compiler les différentes contributions en vue de finaliser l'appel à propositions correspondant à publier.

Le Département Britannique pour le Développement International (DFID) a participé aux travaux du Conseil d'Administration en tant qu'observateur et a annoncé son intention de devenir un membre actif du LLF à l'échéance de la prochaine réunion du Conseil d'Administration.



Le Président de la BID s'adresse aux bailleurs de fonds du LLF lors de la cinquième réunion du Conseil d'Administration

## Sixième réunion du Conseil d'Administration

22 Octobre 2019

Lieu : Siège de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), Londres

Le Conseil d'Administration a examiné les projets en cours en 2019 et discuté de l'attribution de financements concessionnels LLF à quatre nouveaux projets d'une valeur totale de **167 millions de dollars USD**, sélectionnés par le Comité de Revue Technique parmi une liste de 13 projets candidats potentiels.

Le rapport financier du Fonds (au 31 août 2019) a été présenté, ainsi que le budget administratif 2020 et le budget du fonds spécial de préparation et de mise en œuvre des projets (PPIF).

La réunion a porté sur l'élaboration par la BID d'un plan d'action à l'échelle de la banque. L'objectif de ce plan d'action est de répondre aux préoccupations des bailleurs de fonds concernant la lenteur des décaissements et de la mise en œuvre des projets, ainsi que la visibilité insuffisante du fonds lui-même et des organisations représentant les bailleurs de fonds.

L'équipe technique du BMGF a présenté ses travaux sur l'élaboration d'une approche axée sur les résultats pour le LLF (cf. page 30 pour plus de détails).



## Membres représentants du Conseil d'Administration 2019

Membre du Conseil d'Administration	Qualité du représentant	
Banque Islamique de Développement (BID)	Représentant principal	Dr. Mohamed Jouini, Vice-Président chargé du Développement des Partenariats
	Représentant suppléant	Dr. Walid Abdelwahab, Directeur Général, Relations et Services de Pays
Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)	Représentant principal	M. Adel Al Hosani, Directeur du Département des Opérations
	Représentant suppléant	M. Ahmed Al-Kalbani, Économiste en Chef
Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF)	Représentant principal	Mr. Joe Cerrell, Directeur Général, Politique & Plaidoyer mondial
	Représentant suppléant	M. Hassan Al-Damluji, Directeur Général Adjoint, Politique et Plaidoyer mondial
Département Britannique pour le Développement International (DFID)	Représentant principal	Mme Emma Donnelly, Directrice Adjointe du Département Moyen Orient et Afrique du Nord
	Représentant suppléant	Mr. Andrew Stalbaum, DFID, Représentant pour les Pays du Golfe
Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)	Représentant principal	Dr Waleed Alwaheeb, Directeur général
	Représentant suppléant	M. Khemais Elgazzah, Conseiller Principal
Centre d'Aide et de Secours Humanitaire King Salman (KSRelief)	Représentant principal	M. Ahmed Albaiz, Superviseur Général Adjoint des Opérations et des Programmes
	Représentant suppléant	M. Saad Al Magiat, Spécialiste Principal de l'Aide d'Urgence
Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)	Représentant principal	M. Ali Bin Abdalla Al-Dabbagh, Directeur Général Adjoint de la Planification
	Représentant suppléant	Mr. Misfer Hamad Al-Shahwani, Directeur Général Adjoint des Projets de Développement



### ➤ Réunions du Comité de Revue Technique

Le Comité de Revue Technique (CRT), sous-comité du Conseil d'Administration du LLF, est composé d'experts des organisations représentant les bailleurs de fonds au sein du Conseil d'Administration. Il passe en revue les projets candidats potentiels aux financements du LLF pour s'assurer qu'ils sont pertinents, prêts à être soumis et approuvés. Le CRT évalue également la performance du portefeuille des projets LLF et formule des recommandations.

#### Deuxième réunion du CRT

3-5 Septembre 2019

Lieu : Siège de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), Londres

Dans le secteur de la santé, la CRT a préapprouvé trois nouveaux projets : un au Bénin axé sur la santé maternelle et infantile, un autre au Burkina-Faso visant à améliorer la santé et la nutrition grâce aux soins de santé primaires, ainsi qu'un financement supplémentaire pour l'éradication de la poliomyélite au Pakistan.

Au titre du portefeuille de l'agriculture, un projet d'irrigation a été approuvé dans la région de Chokwe au Mozambique.

Avec les préapprobations de quatre projets sur 13, la recommandation a été d'allouer 58 millions de dollars USD sur les subventions disponibles pour le portefeuille 2019, ce qui a conduit à un financement concessionnel total de **167 millions de dollars USD** soumis à l'approbation du

Conseil d'Administration. Cela s'est également traduit par une expansion du LLF et un élargissement du portefeuille pour inclure de nouvelles zones géographiques, à savoir le Bénin et le Mozambique.

L'équipe de la BMGF a présenté un aperçu de l'approche axée sur les résultats (AAR) en matière d'investissement. Le CRT a retenu d'examiner cette question et le principe d'y affecter des ressources permettant sa mise en œuvre.

#### Troisième réunion du CRT

21 Octobre 2019

Lieu : Siège de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), Londres

L'équipe technique du BMGF a fourni quelques informations de base et des études de cas sur l'approche axée sur les résultats et contracté une équipe de consultants pour l'élaboration d'une stratégie correspondante ainsi que son exécution dans le cadre du LLF. Le CRT a donné son accord pour que les consultants procèdent à un premier examen de la situation actuelle du modèle de gouvernance, des opérations et du portefeuille existant du LLF, et qu'ils produisent un rapport.

Les quatre projets approuvés lors de la réunion du CRT ont été réexaminés succinctement avant leur présentation à la sixième réunion du Conseil d'Administration.

Le comité a été informé en détail de la situation et des perspectives du projet LLF en cours de mise en œuvre au Maroc « Croissance rurale inclusive dans les régions Tanger-Tétouan-Al-Hoceïma » au Maroc, qui a été approuvé en 2016 dans le cadre de la première série de projets LLF. Cet exercice de « plongée en profondeur au cœur du projet » avait été requis par les bailleurs de fonds, afin de leur permettre de mieux comprendre les questions opérationnelles liées à l'environnement contextuel des projets du LLF, les défis à relever pour assurer leur succès, ainsi que la réalité des efforts déployés sur le terrain pour rationaliser leur gestion et optimiser l'impact des projets. Les prochaines réunions du CRT comprendront des séances d'information similaires sur les autres projets du LLF.



Bailleurs de fonds, partenaires et Experts Techniques en séance de travail avec les représentants de l'Unité de Gestion du LLF lors de la deuxième réunion du CRT

EN 2019, LE  
PORTEFEUILLE DU LLF  
S'EST ENRICHİ DE DEUX  
NOUVEAUX PAYS,  
À SAVOIR LE **BÉNIN**  
ET LE **MOZAMBIQUE**



## ➤ Arrivée d'un nouveau Bailleur de Fonds

### Le Département Britannique pour le Développement International (DFID)

Le LLF est très fier d'accueillir le Département Britannique pour le Développement International (DFID) comme nouveau bailleur de fonds et partenaire en 2019, qui apporte une contribution initiale de 20 millions de livres sterling au fonds LLF.

Le DFID et le LLF partagent un même objectif, mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes. À la tête des activités de développement pour le compte du Royaume-Uni, le DFID s'attaque aux principaux problèmes mondiaux de notre époque, notamment la pauvreté et la maladie, les migrations de masse, l'insécurité et les conflits. Sa mission consiste à construire un monde plus sûr, plus sain et plus prospère pour les populations des pays en développement.

Le DFID est présent dans des pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient, dont beaucoup sont fragilisés ou menacés par des pays voisins. Il a également des programmes régionaux en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes.

Les objectifs stratégiques du DFID sont les suivants :

- ◆ Renforcer la paix, la sécurité et la gouvernance mondiales
- ◆ Renforcer la résilience et les réponses aux crises
- ◆ Promouvoir la prospérité mondiale
- ◆ Lutter contre l'extrême pauvreté et aider les plus vulnérables dans le monde
- ◆ Améliorer la rentabilité et la transparence des aides Britanniques.

La présence du DFID en tant que bailleur de fonds du LLF favorisera aussi bien la réalisation de ses ambitions stratégiques que celles du fonds proprement dit. Grâce à son modèle de financement innovant, le LLF est en mesure de réaliser des projets indispensables dans les domaines des soins de santé, de l'agriculture et du développement des infrastructures de base. Ces projets permettent d'autonomiser les gouvernements bénéficiaires, de stimuler la croissance économique, et d'améliorer le niveau de vie des plus vulnérables. Directement et indirectement, ils renforcent également les objectifs du DFID qui sont de consolider la paix, la sécurité et la gouvernance, et de développer la résilience.



Le LLF et le DFID sont tous deux pleinement engagés à réaliser le Programme des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 et à contribuer à la réalisation des 17 objectifs mondiaux. En unissant leurs efforts, les deux organisations seront plus à même d'atteindre ces objectifs ambitieux au cours des prochaines années.



## Participation aux événements

### Le fonds LLF représenté à la 44e réunion annuelle de la BID

Le Groupe de la BID a tenu sa 44e réunion annuelle à Marrakech, au Maroc, du 3 au 6 avril 2019, sur le thème « *La transformation dans un monde en mutation : la voie vers les ODD* ».

S.E. Dr. Bandar Hajjar, Président du Groupe de la BID, a invité le LLF à participer à cette réunion eu égard à son modèle d'entreprise unique, qui permet à la banque de décupler ses capacités à offrir des financements concessionnels à ses pays membres afin de s'attaquer aux poches de pauvreté extrême.

Cette réunion a également été l'occasion de signer les accords de financement relatifs à deux projets LLF : le projet pour le développement des soins de santé maternelle à Djibouti et le projet de développement de la chaîne de valeur du riz en Sierra Leone.

### Visite à BMGF dans le cadre de la planification des projets de Santé LLF

L'Unité de Gestion du LLF (UGLLF), le département « Pratiques Mondiales » au siège de la BID, ainsi que les spécialistes Santé des centres régionaux de la BID, ont rencontré leurs homologues à la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) à Seattle les 23 et 24 avril 2019.

La BMGF a organisé cette réunion pour faire le point sur les dernières pratiques mondiales en matière de santé et planifier les futurs projets LLF dans le secteur de la santé permettant de capitaliser sur une collaboration fructueuse. Des réunions ont eu lieu avec plusieurs équipes de la BMGF, notamment celles chargées de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la santé maternelle, néonatale et infantile (MNCH), des soins de santé primaires (PHC), de l'administration des vaccins, de la nutrition et de la lutte contre la poliomyélite. Les discussions et travaux réalisés ont posé les jalons d'une future collaboration dans des domaines d'intérêt mutuel.



Participants au séminaire sur la santé au siège de la BMGF



Discussions au cours d'une réunion sur le projet d'assainissement du LLF à Abidjan

### Évaluation d'un projet d'assainissement en Côte-d'Ivoire

L'Unité de Gestion du LLF (UGLLF) et une équipe de la BID se sont rendues en Côte-d'Ivoire du 9 au 15 Juin 2019 pour une évaluation du « Projet d'assainissement d'Abidjan et de 11 villes secondaires ».

Ce projet de 49,2 millions de dollars USD (comportant 35 % de subventions) améliorera considérablement les conditions de vie des populations à Abidjan et dans 11 autres villes, en réduisant la pollution environnementale tout en améliorant les conditions de santé et d'assainissement dans ces localités. Cet objectif sera atteint grâce à la construction de 14 stations de traitement des boues de vidange d'une capacité totale de 839 500 m<sup>3</sup> par an. La mission a examiné le projet en détail, visité une station d'épuration des eaux usées et rencontré plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement pour discuter de tous les aspects afférant à la gestion financière et à la mise en œuvre du projet. Les discussions ont également porté sur les questions de pérennité, d'intégration des femmes et des jeunes parmi les principaux bénéficiaires de ce projet, et de la gestion des changements climatiques.

### Un partenaire de mise en œuvre externe a été mis à contribution

Le LLF a fait appel à un partenaire externe en 2019 pour assurer la réalisation efficace de ses projets. Avec l'aide de la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), l'Unité de Gestion du LLF a entrepris une collaboration avec Africa Consulting and Trading (ACT), cabinet de conseil spécialisé dans le secteur du développement, qui agira en qualité de partenaire d'exécution pour les projets agro-pastoraux du LLF.

Une réunion réunissant l'Unité de Gestion du LLF, les responsables BID des projets LLF, des représentants de la BMGF et ACT s'est tenue à Dakar, au Sénégal, du 25 au 27 juin 2019, pour discuter de l'étendue du soutien qu'ACT apportera aux projets agro-pastoraux du LLF comprenant le « Programme Régional de Développement durable du Pastoralisme au Sahel » (Burkina-Faso, Mali, Sénégal) et le « Projet Agro-Pastoral pour la région de Kano ». L'ACT et la BID ont convenu de réaliser une évaluation des besoins pour les quatre projets agro-pastoraux du LLF (Burkina-Faso, Mali, Sénégal et Nigeria). Cette évaluation sera suivie d'un atelier visant à définir un programme de travail ACT personnalisé et les contours de l'assistance technique nécessaire.



M. Misfer Hamad Al-Shawani du QFFD représentant le LLF, avec des représentants du gouvernement du Tadjikistan et du Groupe de la BID à Douchanbé

### Signature d'un projet de santé au Tadjikistan

Le 28 août 2019, la BID a conclu un accord avec le gouvernement du Tadjikistan pour un montant de 23 millions de dollars USD. La signature des accords de financement correspondants a eu lieu à Douchanbé, au Tadjikistan, en présence des représentants du gouvernement de la République du Tadjikistan et de la BID, ainsi que du Président du Conseil d'Administration du LLF. Ces accords de financements comprennent une proportion de 35 % de subventions indivisibles.

Le projet - Amélioration des services de santé maternelle, néonatale et infantile (MNCH) dans quatre districts de la région de Khatlon - améliorera l'accès à des services de santé MNI et d'urgence de qualité pour plus de 1,4 millions de personnes. Il renforcera les capacités de santé à plusieurs niveaux, notamment par la construction de nouvelles infrastructures de soins de santé et la formation de plus de 2 000 praticiens de la santé.

### LLF participe à la réunion de l'Initiative pour la Performance des Soins de Santé Primaires

L'Unité de Gestion du LLF (UGLLF) a participé à la réunion de l'Initiative pour la Performance des Soins de Santé Primaires (PHCPI) à Nairobi du 6 au 9 décembre 2019.

Cette Initiative est une collaboration entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la Banque Mondiale (BM) et la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF). Son objectif est d'améliorer l'évaluation des systèmes de soins de santé primaires et d'identifier des stratégies efficaces pour passer durablement à une couverture médicale universelle. Il s'agit-là, de domaines clés pour les investissements du LLF en matière de santé.



Table ronde au PHCPI, Nairobi

L'événement a réuni des représentants des gouvernements des pays membres, plusieurs agences des Nations Unies et d'autres partenaires au développement. Le modèle du LLF et les opportunités de financement ont été présentés aux participants.

### Atelier « 1 000 Days Sukuk » sur le financement de la nutrition

L'Unité de Gestion du Fonds LLF a participé à un atelier « 1 000 Days Sukuk » qui s'est tenu à Dubaï du 9 au 11 décembre 2019, organisé conjointement par la BID et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

La nutrition est l'un des domaines prioritaires pour les investissements du LLF en matière de santé. L'atelier a été l'occasion pour la BID et le PAM de réfléchir à la mise en place d'une plateforme de financement pour fournir et combiner des ressources pour des projets à long terme de « 1 000 Jours » dans les pays « à risque » de l'OCI (Organisation de la Confédération Islamique), qui sont tous éligibles au financement du LLF.

L'atelier a également été l'occasion d'interagir avec des experts mondiaux et des partenaires au développement travaillant dans le domaine du financement de la nutrition, ainsi qu'avec d'autres départements de la BID impliqués dans la résolution des problématiques liées à la nutrition.



Les Bailleurs de Fonds du LLF en visite sur le terrain lors d'une campagne de vaccination contre la poliomyélite en Décembre 2019

### Visite des Bailleurs de Fonds au Pakistan pour le Programme d'éradication de la poliomyélite

Le Programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan est l'un des principaux bénéficiaires des financements du LLF, avec 100 millions de dollars USD approuvés en 2018 et une rallonge de 60 millions de dollars USD accordée en 2019. Une visite des bailleurs de fonds, qui a eu lieu les 17 et 18 décembre 2019, a permis de faire connaître le LLF et les organisations des bailleurs de fonds au niveau gouvernemental. Le ministre des Affaires économiques et le ministre de la Santé du Pakistan ont pris part à la signature des accords de financements incluant les subventions LLF, événement couvert par les médias locaux. Cette visite a également permis aux bailleurs de fonds d'observer et de mieux comprendre le programme, ainsi que d'interagir avec l'équipe opérationnelle sur place et les bénéficiaires directs.



### ➤ Visites de terrain

#### L'équipe de management du LLF au Maroc pour la restructuration d'un projet

L'Unité de Gestion du LLF a effectué deux missions au Maroc en 2019 pour accélérer la mise en œuvre du projet dénommée « Croissance Rurale Inclusive dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma ».

Il s'agit d'un projet LLF multisectoriel phare couvrant la santé et l'agriculture, qui représente un investissement important de 90 millions de dollars USD, dont 10 % de subventions.

La première mission, menée conjointement avec le centre régional BID de Rabat, a eu lieu du 5 au 9 mars, suite à une demande du gouvernement de revoir la méthode de passation de marchés et le périmètre du projet. Après une restructuration réussie, le projet a été approuvé par le gouvernement du Maroc et les accords de financement correspondants ont été signés lors de la réunion annuelle du Groupe de la BID à Marrakech.

La deuxième mission LLF de l'année au Maroc, à nouveau menée conjointement avec le centre régional BID de Rabat, s'est déroulée du 15 au 21 juillet. Son but était de réunir l'ensemble des acteurs nationaux impliqués dans le projet et de passer en revue avec eux le programme de travail et le calendrier des principales activités et étapes du projet. Cette deuxième mission visait à assurer un 1er décaissement rapide et à permettre la planification d'un atelier de démarrage dès que possible. Elle y est parvenue en obtenant une déclaration de mise en vigueur du projet ainsi que son premier décaissement avant la fin 2019.



Visite du projet phare LLF à Tanger



Cérémonie de lancement officiel des projets LLF à Yaoundé - Cameroun

#### L'équipe de management du LLF en visite au Cameroun pour la revue et le lancement de deux projets

L'Unité de Gestion du LLF s'est également rendue au Cameroun à deux reprises en 2019 : d'abord pour examiner son portefeuille de projets dans le pays, puis ensuite pour le lancement officiel de deux projets LLF.

La première mission s'est déroulée du 15 au 20 septembre et a permis d'effectuer une revue détaillée des projets financés par le LLF. Deux d'entre eux, comprenant un projet d'agriculture - Infrastructure agricole et développement de la chaîne de valeur -, et un projet de santé - Soutien à la prévention de la transmission mère-enfant du VIH/ Sida - étaient des projets actifs qui rencontraient des difficultés et avaient besoin d'être relancés. Le troisième projet - Renforcement des systèmes de soins de santé et de gestion des urgences au Cameroun - était encore dans une phase préparatoire.

La mission a été l'occasion pour l'Unité de Gestion du LLF de se plonger dans la réalité des projets LLF sur le terrain, et de les examiner en profondeur avec les responsables gouvernementaux, les équipes du projet et les cadres de la BID en charge de l'administration de ces projets au Cameroun. Cette mission a débouché sur des plans d'action spécifiques permettant de résoudre les problèmes, assurer une plus grande visibilité sur le déroulement des projets, optimiser la passation des marchés et l'efficacité des décaissements et préparer les ateliers de lancement. Les premiers décaissements pour ces deux projets ont été effectués à la fin du mois de décembre 2019.

Le succès de cette première mission a préparé le terrain pour la deuxième, qui s'est déroulée du 10 au 14 décembre. Cette seconde mission a permis le lancement officiel le 12 décembre des deux projets actifs du LLF lors d'une cérémonie tenue à l'hôtel Hilton de Yaoundé. Plusieurs Ministres du gouvernement camerounais et responsables d'agences des Nations unies, dont l'UNICEF, étaient présents.



# Plongée au cœur des projets de santé

## Programme d'éradication de la poliomyélite

2019-2021

Valeur du Projet : 100 millions de dollars USD



### Contexte

Depuis le lancement de l'Initiative d'éradication de la poliomyélite, l'on estime que 875 000 enfants pakistanais ont été sauvés de la paralysie et de la mort liées à la poliomyélite. L'éradication de la poliomyélite au Pakistan mettra un terme aux dépenses associées aux vaccins et aux traitements, et permettra à tous les enfants de vivre en bonne santé et de réaliser leur plein potentiel.

Le Programme d'éradication de la poliomyélite du LLF (2019-2021) au Pakistan a pour objectif spécifique d'arrêter la transmission du poliovirus sauvage (WPV) dans le pays d'ici la fin 2019 et de déclarer le Pakistan exempt de polio d'ici à 2023.

Avec une population estimée à 197,3 millions d'habitants, le Pakistan est le sixième pays le plus peuplé au monde et le deuxième le plus peuplé des pays membres de la BID. Il dispose d'un Programme d'éradication de la poliomyélite (PEP) depuis 1994 et a connu depuis lors une diminution spectaculaire du nombre de nouveaux cas, passant ainsi de 20 000-25 000 cas annuels à seulement 16 cas relevés en 2018. Au premier trimestre 2019, le nombre de nouveaux cas n'était plus que de six, ce qui signifie que le Pakistan est en passe d'éradiquer la poliomyélite. Cependant, il est crucial de poursuivre les efforts concertés jusqu'à l'interruption complète de la circulation active du virus.

Par conséquent, l'éradication de la poliomyélite est une priorité nationale au Pakistan, et ce projet contribue largement à la réalisation des objectifs contenus dans deux documents stratégiques nationaux : Pakistan 2025 « One Nation One Vision » et la vision nationale de la santé (2016-2025). La vision exprimée dans ces deux documents vise à éradiquer la poliomyélite et à améliorer l'accès à des services de santé préventifs et curatifs de qualité. Le projet complète également les efforts en cours pour éradiquer la poliomyélite dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio (IMEP) et permettra de progresser vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge).

DEPUIS 1994, LE PAKISTAN A CONNU UNE DIMINUTION SPECTACULAIRE DU NOMBRE DE NOUVEAUX CAS, PASSANT DE 20 000-25 000 CAS ANNUELS À SEULEMENT 16 CAS POUR L'ANNÉE 2018.



## Fonds LLF

### Plongée au cœur des projets de santé

Le projet actuel du LLF repose sur deux phases antérieures réalisées en partenariat par la BID et la BMGF. Ces deux phases se sont déroulées de 2013 à 2015 et de 2016 à 2018, et toutes les trois phases à ce jour s'inscrivent dans le droit fil des priorités du Programme quinquennal du Président de la BID (P5P).



## Réalisation

La réalisation de ce projet comporte quatre volets principaux :

### 1. Fourniture de vaccins contre la poliomyélite

À la fin du projet, 420 801 505 doses de vaccins préqualifiés par l'OMS auront été achetées et mises à disposition par l'UNICEF. Le coût unitaire d'une dose unique est estimé à 0,15 dollar USD.

### 2. Campagne de vaccination

Une stratégie de vaccination de porte-à-porte est utilisée pour vacciner tous les enfants de moins de cinq ans au Pakistan. La campagne comprend 10 journées nationales de vaccination (JNV), 13 sous-JNV et 10 « réponses aux cas d'épidémie ».

### 3. Sensibilisation et mobilisation communautaires

Il s'agit du volet « sensibilisation », qui comprend le financement d'activités visant à garantir la demande et assurer l'acceptation des vaccins dans les communautés du Pakistan. Il comprend des campagnes médiatiques, des formations, l'engagement des dirigeants locaux et l'organisation de fora communautaires



UNE STRATÉGIE DE VACCINATION DE PORTE-À-PORTE EST UTILISÉE POUR VACCINER TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS AU PAKISTAN

Donateurs du LLF visitant un bidonville dans la banlieue d'Islamabad, au Pakistan



### 4. Surveillance

Il s'agit d'un réseau de surveillance étendu et actif visant à détecter la présence du poliovirus sauvage.

Le ministère de la Réglementation et de la Coordination des Services de Santé nationaux du Pakistan est l'agence d'exécution pour ce projet. Les directions de santé des provinces et districts du pays sont maîtres d'œuvre du projet, tandis que l'OMS et l'UNICEF apportent les soutiens technique et logistique nécessaires aux directions de santé, comme elles l'ont fait au cours des deux phases précédentes (2013-2015 et 2016-2018).

Le coût total du Plan d'Éradication de la Poliomyélite (PEP 2019-2021), compte tenu des aléas, est estimé à 347,72 millions de dollars USD. La contribution du LLF est de 100 millions de dollars USD, comprenant 90 % sous forme de financement « mourabaha » et 10 % sous forme de subventions LLF.

L'éradication de la poliomyélite au Pakistan apportera de nombreux avantages sociaux et économiques au pays.

## POLIOMYÉLITE : FAITS MARQUANTS

La poliomyélite est une maladie virale très infectieuse affectant principalement les jeunes enfants. Le virus peut être transmis par l'homme, par l'eau ou les aliments contaminés ; la maladie peut entraîner une paralysie, souvent permanente. Il n'existe pas de remède contre la polio, d'où l'importance de la prévention par la vaccination.



DEPUIS LE LANCEMENT DE L'INITIATIVE D'ÉRADICATION DE LA POLIOMYÉLITE, L'ON ESTIME QUE 875 000 ENFANTS PAKISTANAIS ONT ÉTÉ SAUVÉS DE LA PARALYSIE ET DE LA MORT LIÉES À LA POLIOMYÉLITE

## RÉSULTATS

### EN BREF



PLUS DE **39 MILLIONS** D'ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS VACCINÉS CONTRE LA POLIO LORS DE CHAQUE JOURNÉE NATIONALE DE VACCINATION (JNV).



**420 801 505** DOSES DE VACCIN ORAL CONTRE LA POLIOMYÉLITE ET CERTIFIÉ PAR L'OMS (VOP) FOURNIES.



**RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE VACCINATION DE ROUTINE** EN UTILISANT L'INFRASTRUCTURE DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA POLIO POUR LA VACCINATION À LONG TERME AU-DELÀ DE L'ÉRADICATION DU VIRUS.



**LA CIRCULATION DU POLIOVIRUS SAUVAGE (PVS) SERA INTERROMPUE D'ICI 2023.**



## Fonds LLF

Plongée au cœur des projets de santé



UN TOTAL DE 25 DISTRICTS SITUÉS DANS SIX RÉGIONS DU SÉNÉGAL SERONT AIDÉS POUR ATTEINDRE LA PRÉ-ÉLIMINATION DU PALUDISME

### PALUDISME : FAITS MARQUANTS

Le paludisme est une maladie mortelle causée par des parasites transmis à l'homme par les piqûres de moustiques Anophèles femelles infectées. En 2018, l'on dénombre environ 228 millions cas de paludisme dans le monde, et 405 000 décès. Les enfants de moins de cinq ans représentaient 67 % des décès dus au paludisme dans le monde.



# Appui au Projet de lutte et d'élimination du paludisme

Valeur du projet : 32 millions de dollars USD



## Contexte

L'objectif de l'appui du LLF au Projet de lutte et d'élimination du paludisme est de contribuer à la réalisation du Programme national de lutte contre le paludisme du Sénégal (PNLP 2016-2020).

Le Sénégal s'est distingué dans la lutte contre le paludisme au cours des deux dernières décennies et a été un précurseur de l'expérimentation et de la mise à l'échelle de nouvelles recommandations et de stratégies innovantes. Son taux d'incidence est l'un des plus faibles d'Afrique de l'Ouest, avec une réduction de 40 % des cas de paludisme entre 2010 et 2016.

Ces progrès sont essentiellement dus à la mise à l'échelle d'interventions probantes. Il s'agit notamment des moustiquaires imprégnées de longue durée (MILD), de la pulvérisation intra domiciliaire ciblée à effet rémanent (PID) et de l'amélioration de la gestion des cas grâce aux tests de diagnostic rapide (TDR) et à la thérapie combinée à base d'artémisinine (TCA).

Le paludisme est maintenant en phase de pré-élimination dans les régions du nord du Sénégal (ce qui signifie que l'incidence est inférieure à cinq cas pour 1 000 personnes). Les régions centrales tendent également vers la pré-élimination. Ce projet est donc conçu pour accélérer l'atteinte du seuil épidémiologique de pré-élimination (moins d'un cas pour 1 000 personnes) dans les régions du nord et du centre du Sénégal. Un total de 25 districts situés dans six régions du Sénégal seront ainsi assistés pour atteindre la pré-élimination du paludisme. Il s'agit des régions de Thiès, Fatick, Diourbel, Matam, Louga et St. Louis.



## Réalisation

La réalisation de ce projet comporte quatre principaux volets :

### 1. Lutte contre le vecteur du paludisme et gestion de cas

Il s'agit de la distribution de deux millions de MILD, de la distribution de 1,56 million de TDR, de la fourniture de 62 142 doses d'antipaludiques, de la fourniture de matériel de laboratoire pour les diagnostics de biologie moléculaire, et de la fourniture de 240 000 sacs d'insecticide pour IRS.

### 2. Renforcement des capacités : formation et mobilisation sociale

Il s'agit de la formation de 432 agents de santé en paludologie. L'autre élément est la communication pour accélérer les changements de comportements (CCC) à travers une communication de masse et interpersonnelle combinée à diverses activités de prévention et de contrôle du paludisme, y compris la distribution de MILD.

### 3. Enquête sur les cas de paludisme, suivi et évaluation

Il s'agit de l'ouverture d'enquêtes sur les cas de paludisme et la supervision communautaire dans les districts cibles par la mise en œuvre d'une approche de « soutien à domicile » au niveau communautaire. Le suivi et l'évaluation comprennent des études de base, le suivi des activités de pré-élimination, des réunions d'examen et de coordination, une évaluation à mi-parcours et une évaluation à terme.

### 4. Appui à l'exécution du projet

Une unité de gestion du projet a été créée au sein de l'agence d'exécution (NMCP) pour lancer et piloter ce projet, ainsi que pour exercer un suivi des progrès. Les activités de coordination de la communication avec les médias et audits financiers sont inclus dans ce quatrième volet.



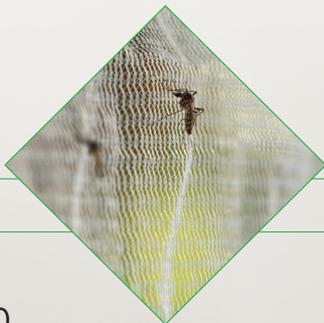
## Fonds LLF

Plongée au cœur des projets de santé

L'agence d'exécution pour ce projet est le ministère de la Santé et de la Prévention du Sénégal, par l'entremise du PNL. Les MILD, les IRS, les TDR et les médicaments antipaludiques sont achetés par l'intermédiaire de l'UNICEF.

Le coût total du projet est de 36,4 millions de dollars USD, la contribution du LLF étant de 32 millions de dollars USD. Ce montant se compose d'une subvention à hauteur de 30 % (9,6 millions de dollars USD) et d'un financement par voie de vente à tempérament de 70 % (22,4 millions de dollars USD) constituant le complément.

L'investissement dans l'éradication du paludisme est l'une des interventions de développement les plus rentables, qui offre de vastes avantages socio-économiques. Un enfant en bonne santé a plus de chances d'aller à l'école, et l'adulte en bonne santé, est plus productif. Les progrès dans la lutte contre le paludisme signifieront également des avancées vers la réalisation de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD 3.3 (D'ici 2030, mettre fin aux épidémies de SIDA, de tuberculose, de paludisme et aux maladies tropicales négligées).



### RÉSULTATS EN BREF



D'ICI LA FIN 2020,  
**PRÉ-ÉLIMINATION DU PALUDISME**  
(MOINS D'UN CAS POUR 1 000  
HABITANTS) ACCOMPLIE DANS LES  
RÉGIONS DU NORD ET DU CENTRE  
DU SÉNÉGAL



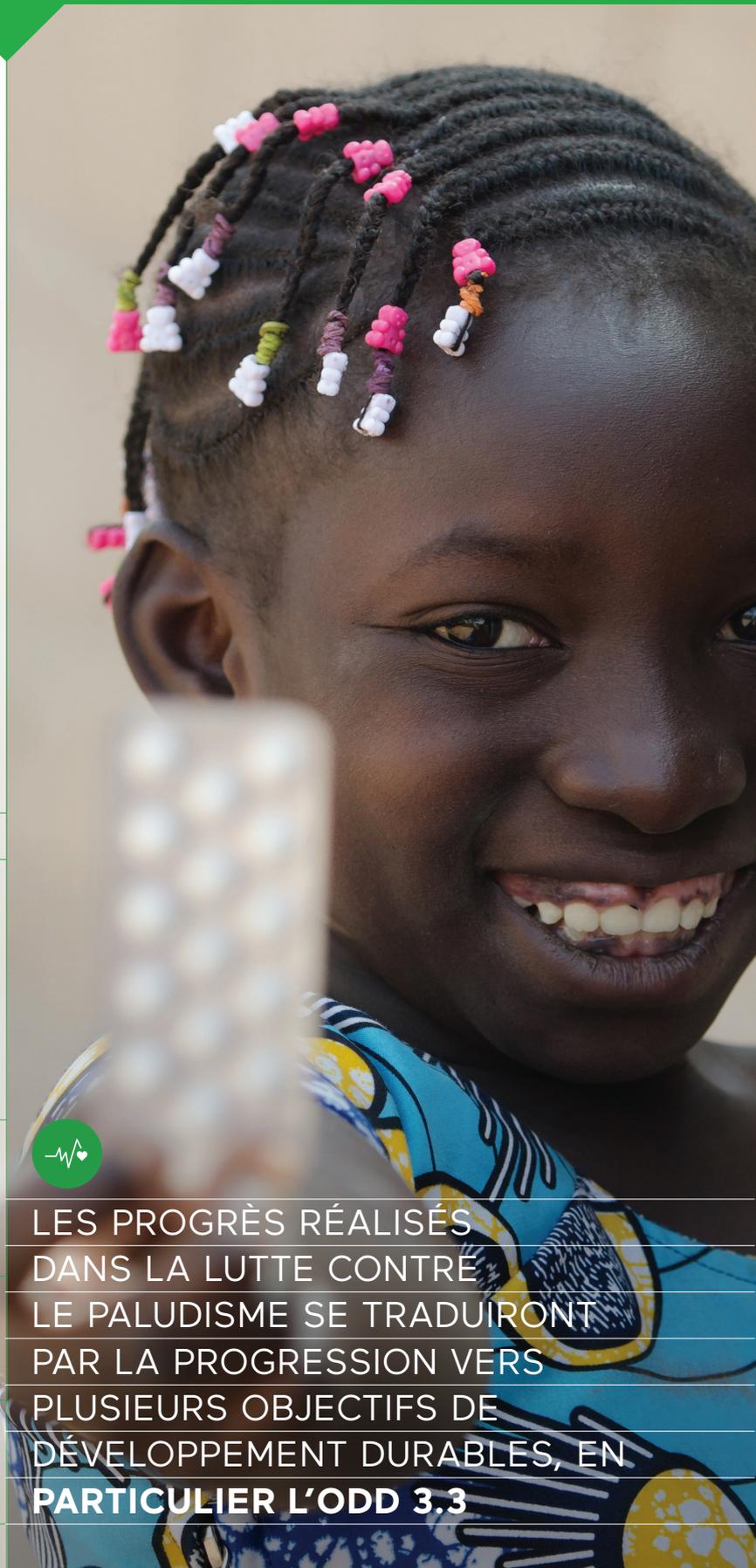
DISTRIBUTION DE **DEUX MILLIONS**  
DE MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES  
DE LONGUE DURÉE (MILD)



DISTRIBUTION DE **1,56 MILLIONS** DE  
TESTS DE DIAGNOSTIC RAPIDE (TDR)



FOURNITURE DE **62 142 DOSES**  
D'ANTIPALUDIQUES

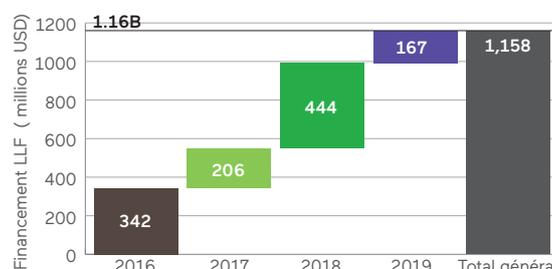


LES PROGRÈS RÉALISÉS  
DANS LA LUTTE CONTRE  
LE PALUDISME SE TRADUIRONT  
PAR LA PROGRESSION VERS  
PLUSIEURS OBJECTIFS DE  
DÉVELOPPEMENT DURABLES, EN  
**PARTICULIER L'ODD 3.3**



# Portefeuille du LLF a fin Décembre 2019

Présentation des Pays Membres de la BID bénéficiaires des financements concessionnels du fonds LLF de 2016 à fin 2019



Exercice	Secteur	Pays	Description du projet	Financement LLF (Millions de dollars USD)	ROC (Millions de dollars USD)	Subventions (Millions de dollars USD)
2019	SAN	Bénin	Réduction des manques par les ressources de santé de la communauté et la nutrition	49,90	32,44	17,47
2019	SAN	Burkina-Faso	Renforcement des soins de santé primaires pour améliorer la santé et la nutrition	26,59	17,29	9,31
2019	SAN	Pakistan	Financement supplémentaire en appui au Programme d'éradication de la poliomyélite (2019-2021)	60,00	39,00	21,00
2019	AGR	Mozambique	Réhabilitation du système d'irrigation de Chokwè - Phase II - pour améliorer la production et la productivité agricoles	30,50	19,83	10,68
<b>VALEUR TOTALE DU PORTEFEUILLE DES FINANCEMENTS APPROUVES PAR LE LLF EN 2019<sup>(1)</sup></b>				<b>166,99</b>	<b>108,55</b>	<b>58,45</b>
2018	AGR	Indonésie	Projet d'aménagement de systèmes intégrés d'exploitation agricole dans les zones montagneuses	65,60	59,04	6,56
2018	AGR	Sierra Leone	Programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz	20,00	13,00	7,00
2018	AGR	Sénégal	Programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz	35,00	22,75	12,25
2018	AGR	Gambie	Programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz	15,00	9,75	5,25
2018	AGR	Niger	Programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz	15,00	9,75	5,25
2018	AGR	Guinée	Programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz	15,00	9,75	5,25
2018	SAN	Nigeria	Projet d'expansion de la couverture du Programme national d'élimination du paludisme à treize Etats	100,00	90,00	10,00
2018	SAN	Cameroun	Projet de renforcement des systèmes de gestion des soins de santé primaires et des systèmes d'urgence médicale du Cameroun	29,40	19,11	10,29
2018	SAN	Pakistan	Programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan (Phase III, 219-2021)	100,00	90,00	10,00
2018	INF	Côte d'Ivoire	Projet d'assainissement pour la ville d'Abidjan et 11 villes secondaires	49,00	31,85	17,15
<b>VALEUR TOTALE DU PORTEFEUILLE DES FINANCEMENTS APPROUVES PAR LE LLF EN 2018<sup>(2)</sup></b>				<b>444,00</b>	<b>355,00</b>	<b>89,00</b>
2017	AGR	Cameroun	Développement des infrastructures et chaînes de valeur agricoles	33,00	23,00	10,00
2017	INF	Guinée	Amélioration des conditions de vie et renforcement de l'infrastructure sanitaire à Conakry	54,00	38,00	16,00
2017	SAN	Niger	Projet de renforcement du système de soins de santé, notamment les services de santé maternelle, néonatale et infantile	40,00	28,00	12,00
2017	SAN	Djibouti	Projet de renforcement du système de soins de santé, notamment les services de santé maternelle, néonatale et infantile	20,00	13,00	7,00
2017	SAN	Tadjikistan	Amélioration des services de santé maternelle, néonatale et infantile dans quatre districts de la région de Khatlon	23,00	14,95	8,05
2017	AGR	Ouganda	Amélioration de la production et de la productivité agricoles par le renforcement de l'infrastructure en milieu rural et de l'accès aux services de base	33,00	23,00	10,00
2017	SAN	Mauritanie	Appui au Programme national de santé reproductive	2,60	1,82	0,78
<b>VALEUR TOTALE DU PORTEFEUILLE DES FINANCEMENTS APPROUVES PAR LE LLF EN 2017<sup>(3)</sup></b>				<b>205,60</b>	<b>141,77</b>	<b>63,83</b>
2016	AGR	Maroc	Croissance rurale inclusive - Appui aux communautés rurales par le développement intégré dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (TTH)	53,81	48,43	5,38
2016	SAN	Maroc		35,97	32,37	3,60
2016	AGR	Nigeria	Mise en place de systèmes de production agricole et d'élevage durables et résilients aux changements climatiques et aux chocs des marchés dans l'Etat de Kano	90,00	81,00	9,00
2016	SAN	Cameroun	Appui à l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH/SIDA	40,00	28,00	12,00
2016	SAN	Sénégal	Programme de soutien à la lutte et à l'élimination du paludisme	32,00	22,40	9,60
2016	AGR	Burkina-Faso	Développement du pastoralisme durable dans le Sahel par l'amélioration de la chaîne de valeurs de petits ruminants, le développement de l'infrastructure et la gestion des ressources naturelles	29,53	20,69	8,85
2016	AGR	Mali		29,70	20,77	8,93
2016	AGR	Sénégal		30,80	20,77	10,03
<b>VALEUR TOTALE DU PORTEFEUILLE DES FINANCEMENTS APPROUVES PAR LE LLF EN 2016<sup>(4)</sup></b>				<b>341,80</b>	<b>274,43</b>	<b>67,39</b>
<b>VALEUR TOTALE DU PORTEFEUILLE DES FINANCEMENTS APPROUVES AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>				<b>1.158,40</b>	<b>879,73</b>	<b>278,67</b>

<sup>(1)</sup> 4 projets actifs approuvés en 2019

AGR = Agriculture SAN = Santé INF = Infrastructure

<sup>(2)</sup> 10 projets actifs approuvés en 2018

<sup>(3)</sup> 7 projets actifs approuvés en 2017

<sup>(4)</sup> 7 projets actifs approuvés en 2016



# Coup de Projecteur sur deux Projets



LES POPULATIONS ET LES COMMUNAUTÉS LES PLUS PAUVRES SONT LES PLUS EXPOSÉES AU **MANQUE D'ASSAINISSEMENT ET DE DRAINAGE**. LE PROJET LEUR APPORTE DES **AVANTAGES CERTAINS EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE** ET LEUR OUVRE DE **NOUVELLES OPPORTUNITÉS DE SUBSISTANCE**



## 1.

### Projet d'assainissement d'Abidjan et de 11 villes secondaires, Côte-d'Ivoire

Année d'approbation : 2019

Valeur du projet : 47 millions de dollars USD



Monsieur André Kouamé N'Guessan est le Directeur de la Planification et de la Mobilisation des Financements à l'Office

National d'Assainissement et de Drainage (ONAD) de Côte-d'Ivoire, qui est l'agence d'exécution de ce projet. Il décrit ici les bénéfices et défis correspondants à ce projet LLF, et prodigue des conseils aux autres pays membres de la BID qui envisagent un projet similaire.

#### Quels sont les problèmes actuels d'assainissement et d'hygiène en Côte-d'Ivoire ?

Le secteur de l'assainissement et du drainage en Côte-d'Ivoire pose deux problèmes majeurs : le premier est que le traitement des eaux usées et des boues de vidange est insuffisant, le deuxième est que le manque de drainage des eaux de pluie provoque des inondations fréquentes. Les populations et les communautés les plus pauvres sont de ce fait les plus exposées au manque d'assainissement et de drainage car elles s'installent généralement dans des zones à risque et sous-équipées.

Au niveau national, l'accès à des installations sanitaires améliorées était de 32 % en 2019 (contre 22 % en 2011). Mais il se constitue d'un taux de 39 % dans les zones urbaines contre seulement 16 % dans les zones rurales.



*"Je recommanderais aux autres pays membres de la BID intéressés par ce type de projet, de réaliser par anticipation toutes les études techniques."*



Modèle de station de traitement des boues de vidange qui sera reproduite dans les villes couvertes par ce projet

**Comment avez-vous sélectionné les villes et les centres administratifs retenus pour ce projet ?**

Le projet couvre le district d'Abidjan et onze capitales régionales (Abengourou, Bondoukou, Bouaké, Daloa, Daoukro, Dimbokro, Gagnoa, Man, Odienné, Séguéla et Soubré).

Les critères qui ont déterminé le choix de ces villes étaient (i) l'existence d'un plan directeur d'assainissement et de drainage validé pour la ville et (ii) la disponibilité d'une étude d'avant-projet détaillé (EAP) pour la construction d'une station de traitement des boues d'épuration. Ces études se sont concentrées sur des projets prioritaires, en l'occurrence la réalisation de la station de traitement des boues de vidange.

**Qui sont les principaux bénéficiaires directs et indirects de ce projet et comment en bénéficieront-ils ?**

Quatorze stations sont en construction dans 12 villes de Côte-d'Ivoire. Les bénéficiaires directs sont les 1,5 millions de ménages qui verront leurs boues d'épuration déposées dans les stations.

Les bénéficiaires indirects sont les neuf millions d'habitants de ces villes, qui ne seront plus exposés à la pollution due au déversement incontrôlé des boues d'épuration. Parmi eux, l'on dénombre deux millions d'enfants âgés de 0 à 14 ans particulièrement fragiles ainsi que 2,3 millions de femmes.

D'un point de vue socio-économique, le projet présente des avantages évidents pour la santé publique. Mais il ouvre également de nouvelles possibilités d'améliorer les moyens de subsistance, puisque les sous-produits de ces stations peuvent être utilisés pour le développement agricole. Grâce à l'accès à l'eau traitée, les agriculteurs auront désormais la possibilité d'améliorer leur rendement agricole et de cultiver des produits hors saison.

La mise en service des 14 stations permettra également de créer au total 70 emplois permanents. Soixante-dix autres emplois indirects seront créés dans les entreprises de vidange des différents sites.



- **Horizon 2020** : 6 stations d'épuration des boues de vidange avec une capacité de 850 m3/j de boues traitées (15 %)
- **Horizon 2025** : 20 Stations d'une capacité totale de 3 150 m3/j de boues traitées (57 %)

**Alors que le projet entre dans sa phase de mise en œuvre, quels seront, selon vous, les principaux facteurs clés de succès ?**

Les éléments déterminants permettant de sécuriser le succès de ce projet seront (i) la bonne formalisation de l'acquisition des sites du projet, pour éviter les éventuels litiges fonciers ; (ii) le respect des mesures environnementales pour les milieux récepteurs des infrastructures et (iii) l'implication de toutes les parties prenantes au projet, y compris les ménages, les opérateurs de vidange et les autorités locales. Nous conseillons à tout autre pays membre de la BID qui envisage un tel projet de réaliser des analyses préliminaires détaillées définissant clairement les activités, les coûts et les délais de livraison déterminants pour leur projet. Il est également important de disposer d'études d'impact environnemental et social.



Camion déversant des boues d'épuration domestiques dans une station d'épuration, réduisant ainsi la pollution des eaux de surface et limitant les maladies d'origine hydrique



LE PROJET AIDERA  
**30 000 MENAGES EN  
MILIEU RURAL** ET LES  
COMMUNAUTÉS VOISINES  
A AUGMENTER LEURS  
REVENUS, LEUR SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE ET LEUR  
BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL

## 2.

### Développement de systèmes agricoles intégrés dans les régions montagneuses d'Indonésie

Année d'approbation : 2019

Valeur du projet : 151,6 millions de dollars USD



Trois parties prenantes expliquent comment le processus de réalisation d'un projet cofinancé est une valeur ajoutée à long terme pour toutes les parties concernées.



**Dr. Mohamed Ishthiaq Akbar**

Directeur national et chef de l'équipe chargée du projet Centre régional BID pour l'Indonésie

Tandis que la population de l'Indonésie augmente, la demande en terres arables augmente également. Cela oblige de nombreuses familles d'agriculteurs parmi les plus pauvres et marginalisées à s'installer dans des régions montagneuses plus hostiles. Ces petits exploitants ont une superficie moyenne individuelle de 0,7 hectare et ne sont pas suffisamment organisés pour bénéficier d'économies d'échelle.

Les hautes terres montagneuses jouent un rôle important pour les cultures horticoles, tout en servant de bassins versants et contribuent également à maintenir un écosystème stable. Mais les techniques agricoles traditionnelles ne permettent généralement pas de conserver les sols ni l'eau dans cette région. Par ailleurs, ces zones présentent également une incidence de pauvreté plus élevée que la moyenne nationale. Il est donc possible d'aborder concomitamment la pauvreté, la productivité agricole et la durabilité environnementale.

Les zones montagneuses regorgent de potentiel, en étant une source durable de cultures horticoles et d'élevage permettant d'approvisionner divers marchés, pouvant ainsi améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants.



Les femmes et les jeunes ont également la possibilité de trouver un emploi à valeur ajoutée hors des sentiers battus. Mais cela suppose des investissements dans les organisations agricoles, les infrastructures physiques, les installations post-récolte et le rapprochement avec les marchés. Le renforcement de ces différents aspects de la chaîne de valeur des produits de base locaux devrait permettre de générer un meilleur rendement des productions agricoles, par contraste avec des interventions uniques se concentrant uniquement sur un seul segment de la chaîne.

Le projet a pour objectif de produire trois résultats en accord avec les objectifs stratégiques du LLF, de la BID, du FSID, du FIDA et du gouvernement indonésien : (i) renforcer les capacités de production des populations rurales pauvres ; (ii) accroître les avantages de la participation au marché pour les populations rurales pauvres ; et (iii) renforcer les capacités du gouvernement à moderniser l'agriculture.

Plus précisément, le projet aidera les ménages ruraux les plus pauvres à accroître leurs revenus, leur sécurité alimentaire et leur bien-être général. Il devrait bénéficier à environ 30 000 ménages et aux communautés voisines dans 14 districts des îles de Java, Sulawesi et Nusa Tenggara Ouest ; soit un total d'environ 250 000 bénéficiaires directs. Seront ciblés les petits exploitants agricoles économiquement actifs dans les zones de montagne, les agriculteurs de subsistance pauvres et marginalisés, les femmes transformatrices et les jeunes qui sont actuellement engagés et/ou peuvent s'engager dans la chaîne de valeur des produits sélectionnés.



#### Dr. Siliwanti

Directrice des Financements  
Extérieurs Multilatéraux  
Direction des Financements  
Extérieurs Multilatéraux  
Bappenas / Ministère de la  
Planification du Développement  
National

Le Gouvernement indonésien a décidé de cofinancer ce projet avec le LLF, la BID, le FSID et le FIDA, au vu de notre expérience de travail avec ces 2 institutions en particulier (BID et FIDA). L'Indonésie est l'un des pays membres fondateurs de la Banque Islamique de Développement (BID) et le Groupe de la BID a apporté son appui à l'Indonésie dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation, dans le domaine social, de l'énergie ainsi que dans plusieurs projets liés à l'agriculture. Le FIDA se concentre spécifiquement sur les secteurs de l'agriculture et du développement rural et dispose d'un vaste portefeuille au ministère de l'Agriculture.

Le gouvernement estime que les avantages comparatifs des deux institutions apporteront une valeur ajoutée décisive au ministère de l'Agriculture grâce à de nouvelles initiatives, une conception et une mise en œuvre efficaces



Groupe de femmes agriculteurs, Lombok

des projets. Dans les faits, ces avantages sont déjà évidents. Il s'agit du premier projet de cofinancement en Indonésie avec ces deux partenaires du développement multilatéraux impliquant non seulement le gouvernement central, mais mettant aussi en œuvre une coordination et des liens solides entre les niveaux de gouvernement central et local. Bien que complexe, ce type de collaboration insufflé une véritable dynamique nouvelle à forte valeur ajoutée, et nous espérons qu'elle posera les jalons d'une collaboration future encore plus développée.



#### Ivan Cossio Cortez

Directeur pays  
Directeur FIDA pour l'Asie du  
Sud-Est et le Pacifique  
Division Asie et Pacifique du  
Fonds International pour le  
Développement Agricole (FIDA)

Le projet des hautes terres et zones montagneuses est une opportunité stratégique importante d'appui au développement rural en Indonésie. Les résultats escomptés sont multiples puisqu'il s'agit de diversifier la production, d'optimiser le potentiel productif des hautes terres, d'assurer une utilisation durable des ressources naturelles, de créer des opportunités d'activité et d'emploi pour les femmes et les jeunes, et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Aussi, le FIDA est fier et se réjouit du développement de ce partenariat solide avec le Groupe de la BID et le LLF. Ce projet s'avère receler énormément de potentiel, non seulement par rapport aux caractéristiques intrinsèques de ce projet des hautes terres, mais aussi et surtout en raison du partenariat naissant qui augure de belles perspectives à long terme. Au cours de la phase de conception du projet, il est apparu clairement qu'un plus un peut donner beaucoup plus que deux. En d'autres termes, l'expérience et l'expertise de la BID, combinées à celles du FIDA, peuvent avoir un impact plus percutant sur le développement rural de l'Indonésie que nos efforts individuels isolés ne permettraient pas d'atteindre.



# Fonds LLF

## Le LLF en chiffres

A FIN 2019, LE LLF ÉTAIT MATÉRIALISÉ PAR :

**19 PAYS COUVERTS**

**28 PROJETS ACTIFS**

▼  
**400 millions de personnes**

Le nombre de personnes dans les pays membres de la BID vivant dans la pauvreté absolue

▼  
**20 dollars USD = 100 dollars USD**

La mise en commun des financements de la BID et des subventions des bailleurs de fonds démultiplie chaque dollar, et renforce la capacité de la BID à accorder des ressources concessionnelles à ses pays membres

▼  
**95 %**

Volume des ressources du LLF consacrées aux pays membres les moins avancés et à six pays membres à revenu moyen intermédiaire

▼  
**20 %**

Aucun pays ne peut recevoir à lui tout seul plus de 20 % des fonds de financement de projets

### SITUATION

Années d'approbation des projets du LLF

GÉOGRAPHIQUE ● 2019

DES PROJETS LLF ● 2018

RÉPARTITION ● 2017

GÉOGRAPHIQUE ● 2016

**1,16 MILLIARDS DE DOLLARS USD**

Financements totaux approuvés par le fonds LLF



▼  
**Total des projets approuvés par le LLF**  
(tous secteurs/pays confondus)

**2019:** 4 projets pour un montant total de 167 millions de dollars USD

**2018:** 10 projets pour un montant total de 444 millions de dollars USD

**2017:** 7 projets pour un montant total de 206 millions de dollars USD

**2016:** 7 projets pour un montant total de 342 millions de dollars USD

## PROCEDURE DE FINANCEMENT DU LLF

**Demande de financement émanant des pays membres de la BID**



Les équipes sectorielles de la BID préparent les documents conceptuels et sollicitent l'utilisation du fonds spécial LLF dédié à soutenir la préparation et la mise en œuvre des projets LLF, le cas échéant



L'Unité de Gestion du LLF analyse les projets soumis à candidature pour bénéficier des financements LLF, les priorise et sélectionne un pipeline de nouveaux projets à soumettre au CRT pour considération



Le Conseil d'Administration examine les projets soumis et sélectionne ceux qui sont retenus



Les bailleurs de fonds libèrent les fonds correspondants à la proportion des financements LLF correspondants aux subventions



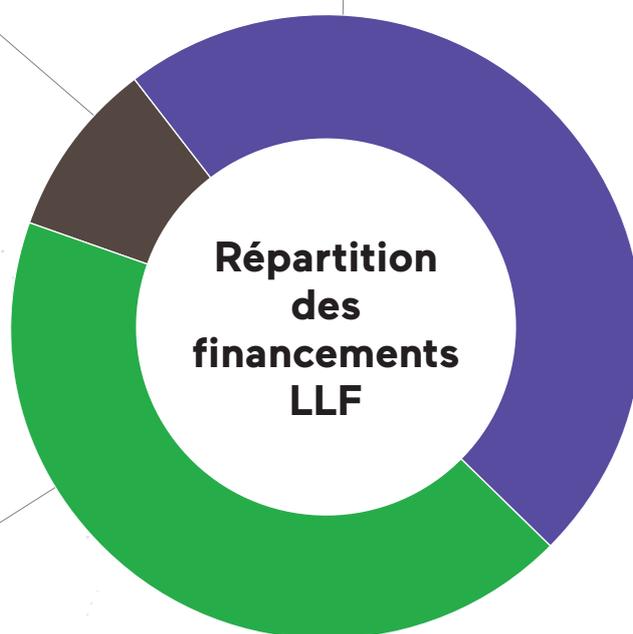
Le Conseil d'Administration de la BID approuve les projets validés par le Conseil d'Administration du LLF



EN 2019, LE LLF A APPROUVÉ  
**3 PROJETS DE SANTÉ ET**  
**1 PROJET EN AGRICULTURE.**  
**2 NOUVEAUX PAYS ONT ÉTÉ**  
**COUVERTS : LE BÉNIN ET**  
**LE MOZAMBIQUE**



- **Infrastructures de base :** 103 millions de dollars USD (9 %) (fourchette cible du LLF : <20 %)
- **Santé :** 559 millions de dollars USD (48 %) (fourchette cible du LLF : 20 - 60 %)



- **Agriculture:** 496 millions de dollars USD (43 %) (fourchette cible du LLF : 20 - 60 %)



La BID signe les accords de financement avec les gouvernements des pays bénéficiaires des projets



Les accords de financement entrent en vigueur

Le décaissement commence pour le déploiement des projets



**Statut des Décaissements**  
**13 projets en décaissement**

- 1 projet parmi ceux du portefeuille LLF 2018
- 5 projets parmi ceux du portefeuille LLF 2017
- 7 projets parmi ceux du portefeuille LLF 2016

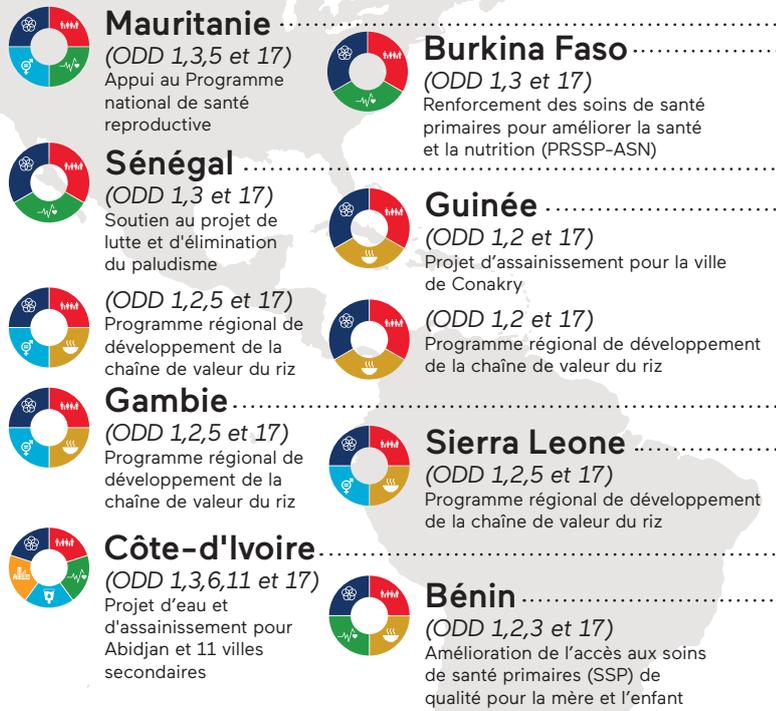
# Impact et résultats du LLF



Le portefeuille de projets approuvés par le LLF de 2016 à 2019 commence à porter ses fruits auprès des populations ciblées. Aujourd'hui, alors qu'il ne reste plus que 10 ans pour la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies à l'échéance 2030, le LLF est en train de considérablement accélérer le rythme de ses décaissements.

Les domaines de prédilection du fonds sont la santé, l'agriculture et les infrastructures de base et d'assainissement. En nous attaquant de front aux problématiques cruciales minant ces trois domaines, nous nous attaquons aux causes-racines profondes de la pauvreté dans les pays membres de la BID.

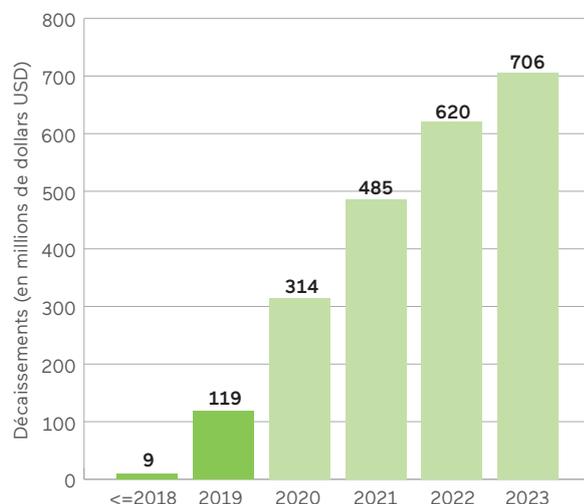
A partir de fin 2020 jusqu'à fin 2023, nous prévoyons un quasi doublement de nos décaissements, qui passeront ainsi de 314 à 706 millions de dollars USD, pour permettre la réalisation concrète d'un réel développement socio-économique au profit des pays membres de la BID.

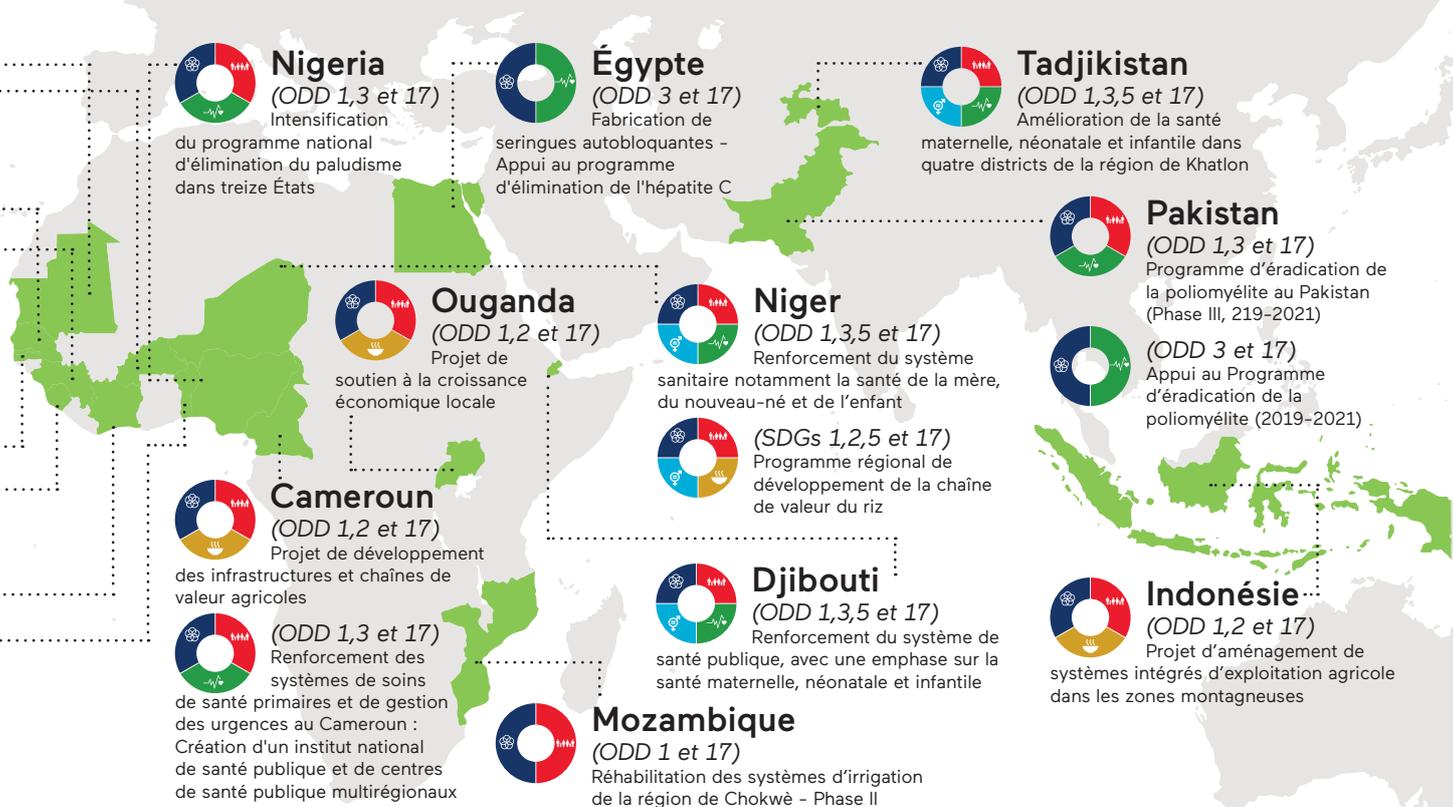


## Prévisions du LLF pour accélérer ses décaissements

Le LLF compte actuellement 28 projets actifs dans 19 pays, en Afrique subsaharienne, au Maghreb, au Moyen-Orient, et en Asie centrale.

Le fonds concentre ses efforts pour apporter la garantie de voir ses projets approuvés par le Conseil d'Administration de la BID avec un démarrage rapide des décaissements. Les années à venir enregistreront une augmentation significative du taux de décaissement, qui passera de 119 millions de dollars USD en 2019 à 706 millions de dollars USD à l'horizon 2023.





### Impacts clés du LLF en chiffres : 2016-2019



#### Agriculture



**65 570**  
Agriculteurs et éleveurs de bétail formés



**263**  
Nouvelles unités de stockage des récoltes fournies



**42 000**  
Nouveaux emplois créés



**144 000**  
Personnes ayant accès au crédit et facilités de financement



#### Santé



**2 136**  
Infrastructures de santé construites/rénovées



**38 062 142**  
Cas de paludisme traités



**420 801 505**  
Vaccins administrés à des enfants de moins de 5 ans pour immunisation



**19 867**  
Agents et personnels de santé formés



#### Infrastructures/assainissement



**7 386 519**  
Ménages bénéficiant de meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement (WASH)



**14**  
Centres de traitement des boues de vidange et **2** bassins de stabilisation des déchets



**1 700 000**  
Nombre de personnes protégées des inondations



**1 200 000**  
Nombre de personnes sensibilisées aux meilleures pratiques WASH



LES ANNÉES À VENIR ENREGISTRERONT UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU TAUX DE DÉCAISSEMENT : ILS PASSERONT DE **92 MILLIONS DE DOLLARS USD ACTUELS À 706 MILLIONS DE DOLLARS USD À L'HORIZON 2023**



# ➤ Le Plan d'Action à l'échelle de la BID pour accélérer les projets du fonds LLF

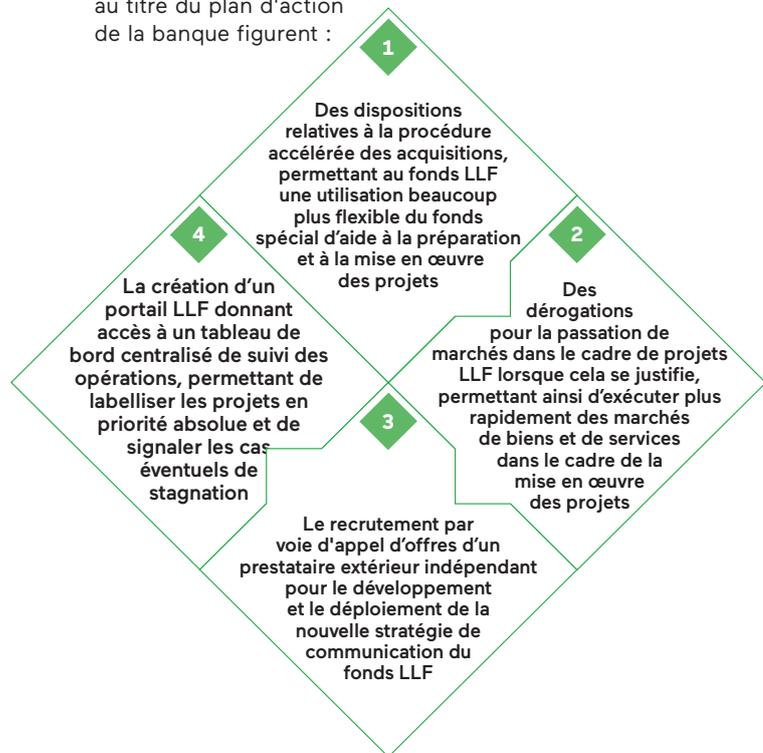
La performance du portefeuille et des opérations du LLF devrait s'améliorer de manière significative à partir de 2020, suite à l'adoption d'un plan d'action à l'échelle de la banque, entériné par le Président de la BID, S.E Dr. Bandar Hajjar et soutenu par l'équipe de direction.

Ce plan d'action BID a pour objectif de résoudre plusieurs problématiques identifiées par les bailleurs de fonds ainsi que par l'équipe de management du fonds LLF. Ces problèmes sont principalement matérialisés par la lenteur des décaissements et une faible visibilité du fonds LLF et des organisations représentant les bailleurs de fonds.

Lors d'une séance de travail qui a suivi la réunion du Conseil d'Administration du LLF tenue à Londres le 22 octobre 2019, S.E Dr. Bandar Hajjar a réitéré aux bailleurs de fonds l'engagement de la BID à mener le fonds vers le succès et a renouvelé son soutien personnel au plan d'action formulé par la BID. Il a également reconnu l'importance d'œuvrer sans relâche au renforcement des performances et de la visibilité du Fonds.

Le plan d'action approuvé par le président englobe quatre dimensions spécifiques qui ont été identifiées à la faveur d'une analyse approfondie. La première est la nécessité d'une plus grande souplesse des procédures BID pour accroître l'efficacité et réduire les retards. Deuxièmement, il est nécessaire d'améliorer le processus de sélection, de préparation et de mise en œuvre des projets financés par le fonds LLF. Troisièmement, le fonds doit capitaliser sur les ressources des bailleurs de fonds pour mettre en œuvre une approche résolument axée sur les résultats. Enfin, le fonds doit mettre en place des mécanismes plus efficaces pour assurer une visibilité maximale des bailleurs de fonds dans les projets qu'ils financent.

Parmi les mesures adoptées au titre du plan d'action de la banque figurent :



Un sous-ensemble de plans d'action détaillés pour chacune de ces mesures est actuellement en cours d'élaboration et ceux-ci seront immédiatement mis en œuvre de manière prioritaire par tous les départements concernés de la BID. Le fonds est convaincu que ce plan d'action à l'échelle de la banque sera très efficace pour améliorer le traitement et la gestion des projets du LLF, accélérer les décaissements correspondants et optimiser l'impact global du fonds.

LE FONDS EST CONVAINCU QUE CE PLAN D'ACTION À L'ÉCHELLE DE LA BANQUE SERA TRÈS EFFICACE POUR AMÉLIORER LE TRAITEMENT DES PROJETS DU LLF, ACCÉLÉRER LES DÉCAISSEMENTS ET OPTIMISER L'IMPACT



### NIGERIA – PRMI (Afrique subsaharienne)

**ODD pertinents :**

**ODD 1.4 :** Assurer l'égalité d'accès aux services de base

**ODD 3 :** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**ODD 2.2 :** "Zéro" Malnutrition

**ODD 17.3 :** Mobiliser des ressources additionnelles

**ODD 17.16 :** Collaboration multipartite pour la réalisation des ODD

Comblent les lacunes : Santé communautaire, ressources humaines et nutrition

**Santé :** 51,2 millions de dollars USD

Améliorer l'accès aux soins de santé primaires (SSP) de qualité pour la mère et l'enfant

**Partenaires au développement impliqués :** Fonds Mondial pour la Santé

**Les résultats escomptés sont les suivants :**

- ◆ Accès au panier de services de base en matière de soins primaires pour 4.000 communautés supplémentaires (environ 2,5 millions de personnes).
- ◆ Meilleur traitement des maladies communautaires transmissibles et non transmissibles
- ◆ Moins de complications induites par la combinaison de la malnutrition et des maladies transmissibles
- ◆ Réduction des pertes de travail (pour les adultes) et de temps d'étude (pour les enfants) dues à une mauvaise santé

**Délai prévu :** 5 ans à compter de la mise en vigueur des accords de financement

**Situation actuelle :** Projet en cours de préparation

### BURKINA FASO – PMMA (Afrique subsaharienne)

**ODD pertinents :**

**ODD 1.4 :** Assurer l'égalité d'accès aux services de santé de base

**ODD 3 :** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**ODD 17.3 :** Mobiliser des ressources additionnelles

**ODD 17.16 :** Collaboration multipartite pour la réalisation des ODD

Renforcement des soins de santé primaires pour améliorer la santé et la nutrition (PRSSP-ASN)

**Santé :** 28 millions de dollars USD

Améliorer la santé et la nutrition des femmes, avec une emphase particulière sur la mère et l'enfant

**Partenaires au développement impliqués :** Banque Mondiale, The Power of Nutrition, Fonds Mondial pour la Santé

**Les résultats escomptés sont les suivants :**

- ◆ Meilleur accès à des services de soins de santé primaires de qualité pour 1,5 million de femmes en âge de procréer et environ 1 million d'enfants de moins de 5 ans.
- ◆ Meilleurs accès et usage des services de soins de santé primaires
- ◆ Renforcement des capacités des personnels et auxiliaires de santé
- ◆ Amélioration des systèmes d'information à tous niveaux pour une prise de décision fondée sur des données probantes

**Délai prévu :** 5 ans à compter de la mise en vigueur des accords de financement

**Situation actuelle :** Projet en cours de préparation

### PAKISTAN – PRMI (Asie)

**ODD pertinents :**

**ODD 3 :** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**ODD 17.3 :** Mobiliser des ressources additionnelles

Financement supplémentaire : Appui au Programme d'éradication de la poliomyélite (2019-2021)

**Santé :** 60 millions de dollars USD (en complément du financement précédent de 100 millions de dollars USD)

Appui à la troisième phase du Programme d'éradication de la poliomyélite et élimination de la maladie au Pakistan.

**Principaux partenaires au développement impliqués :** UNICEF, Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), KfW (Banque allemande de développement), USAID

**Les résultats escomptés sont les suivants :**

- ◆ Éradication du polio virus et de la menace de résurgence. Transfert d'infrastructure et d'expérience en matière de poliomyélite.
- ◆ Amélioration des opérations du Programme de vaccination de routine
- ◆ Augmentation des taux de vaccination pour d'autres vaccins essentiels

**Échéancier escompté :** 2 ans à compter de la mise en vigueur des accords de financement

**Situation actuelle :** Projet en cours de préparation

### MOZAMBIQUE – PMMA (Afrique subsaharienne)

**ODD pertinents :**

**ODD 1 :** Éradication de la pauvreté

**ODD 17 :** Partenariats pour la réalisation des objectifs de développement durables

Réhabilitation du système d'irrigation de la région de Chokwè - Phase II

**Agriculture :** 35,9 millions de dollars USD

Contribuer au Plan national de développement agricole pour renforcer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des petits exploitants de manière durable

**Partenaires au développement impliqués :** Néant

**Les résultats escomptés sont les suivants :**

Amélioration des moyens de subsistance pour les populations concernées :

- ◆ Croissance moyenne minimale de 7 % par an de l'agriculture d'ici 2021
- ◆ Augmentation de 25 % des surfaces cultivées d'ici 2021
- ◆ Augmentation de 10 % du revenu des petits exploitants agricoles d'ici 2021
- ◆ 4.000 ha de nouvelles terres irriguées

**Délai prévu :** 5 ans à compter de la mise en vigueur des accords de financement

**Situation actuelle :** Projet en cours de préparation



## Fonds LLF

### Perspectives d'Avenir

## ➤ Perspectives d'Avenir

### Q & R avec Mr. Ali Bin Abdulla Al-Dabbagh, Président sortant du Conseil d'Administration du LLF

**Alors que s'achève votre mandat à la tête du Conseil d'Administration du LLF, que signifiait cette responsabilité sur le plan stratégique pour votre organisation ?**

Le Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD) a été honoré et ravi de présider le Conseil d'Administration du LLF de mars 2019 à mars 2020. En tant que bailleur de fonds émergent, le QFFD a pu réfléchir et partager son expérience dans les domaines du développement et de l'humanitaire afin de contribuer à améliorer le fonds LLF.

Le QFFD s'efforce toujours d'assurer le plus grand impact possible dans ses domaines de prédilection et nous considérons l'engagement du LLF dans les domaines de l'agriculture, de la santé et des infrastructures de base comme l'outil idéal pour y parvenir.

**Quels étaient les principaux problèmes à régler à votre arrivée ?**

Comme pour toute nouvelle entité, il y a toujours beaucoup à apprendre pour une organisation innovante telle que le fonds LLF, et certaines difficultés de croissance ont été identifiées au cours de l'année durant laquelle le QFFD a assuré la présidence du Conseil d'Administration.

L'approche proposée par le QFFD reposait sur la nécessité d'augmenter le nombre de réunions du Conseil d'Administration et du Comité de Revue Technique afin d'améliorer la communication entre les bailleurs de fonds, la direction générale de la BID et leurs équipes terrain en charge de la gestion des projets LLF.

L'un des principaux domaines d'amélioration consistait à trouver des moyens de rationaliser les procédures auxquelles le fonds LLF est sujet afin de garantir des interventions efficaces en temps opportun. En outre, les bailleurs de fonds ont estimé qu'il était important d'effectuer davantage de visites sur le terrain pour garantir l'efficacité et la pertinence des activités déployées localement par les projets.

**Sur le plan stratégique, comment voyez-vous l'évolution du fonds LLF dans les prochaines années ?**

Le Conseil d'Administration est ouvert et transparent, et tous nos commentaires et contributions ont été pris en compte et intégrés pleinement dans les plans d'actions de l'Unité de Gestion du LLF. De manière cruciale, la BID coopère plutôt bien avec nous et a fait de grands progrès pour maintenir une attention particulière sur le



**Mr. Ali Bin Abdulla Al-Dabbagh**  
Directeur Général  
Adjoint de la  
Planification du  
QFFD

fonctionnement du fonds. Cependant, il demeure toujours des opportunités d'amélioration. Au cours de mon mandat de Président du LLF, l'équipe de management du fonds a toujours fait montre d'un total engagement pour assurer le plein succès du fonds, de même que la direction générale de la BID et tous les bailleurs de fonds.

**Quelles sont les réalisations du LLF dont vous êtes le plus fier ?**

Je suis fier de l'élaboration du plan de développement mis en œuvre pour renforcer la réputation et la visibilité du fonds, qui a prouvé que le LLF est un acteur majeur reconnu du développement qui s'efforce d'améliorer les moyens de subsistance des populations les plus pauvres dans les pays de l'OCI. En outre, je suis ravi que, durant mon mandat, nous ayons réussi à obtenir du DFID qu'il devienne un nouveau bailleur de fonds du LLF.

**Comment le Fonds du Qatar pour le Développement peut-il continuer à soutenir au mieux le LLF ?**

Le QFFD continue d'utiliser le LLF comme un catalyseur du changement dans nos secteurs prioritaires et comme un outil de diversification des pays dans lesquels nous opérons. En tant que fonds de développement émergent, nous utilisons le LLF pour en tirer des enseignements, pour échanger des connaissances avec lui et pour nous permettre d'intervenir dans des secteurs et des pays de l'OCI où le QFFD n'a pas encore exécuté de projets.

**D'autres idées ou messages que vous aimeriez partager sur votre présidence ?**

Je voudrais remercier tous les bailleurs de fonds, la direction générale de la BID et l'équipe de management du fonds (Unité de Gestion) pour leur soutien continu non seulement au QFFD tout au long de cette année, mais aussi pour l'esprit d'équipe qui a prévalu en servant les États membres de l'OCI avec des projets de développement durable à fort potentiel.



## Q & R avec Mr. M. Ahmed Al-Kalbani, Économiste en Chef au Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD) et Président entrant du Conseil d'Administration du fonds LLF pour l'année 2020

**Le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD) assurera la présidence du fonds LLF pendant un an à compter du début de l'année 2020. Comment la vision de l'ADFD cadre-t-elle avec celles du LLF et de la Banque Islamique de Développement (BID) ?**

Le partenariat fort entre l'ADFD et le LLF entre dans le cadre de sa mission ambitieuse de soutien aux pays en développement pour atteindre une croissance économique durable, ainsi que de sa stratégie visant à mener des initiatives de développement innovantes en coopération avec les organisations internationales et les institutions de financement.

Cette collaboration vise à renforcer l'efficacité de l'aide au développement et à contribuer à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD) par une utilisation optimale des ressources financières, le financement de projets communs et le partage des connaissances.

**Comment le LLF tirera-t-il parti de l'expérience et de l'expertise significatives de votre organisation en matière de développement ?**

Au cours des 48 dernières années, l'ADFD a travaillé en tant que partenaire stratégique avec les gouvernements des pays bénéficiaires pour soutenir leurs programmes et objectifs de développement, en mettant l'accent sur le financement de projets qui améliorent les infrastructures, soutiennent le développement économique durable et élèvent le niveau de vie des populations. Le champ d'action du Fonds d'Abu Dhabi couvre des secteurs clés tels que l'éducation, le logement, l'eau et l'électricité, l'agriculture, les transports, l'industrie, les énergies renouvelables et la santé.

Avec plus de 98 Milliards de Dirhams UAE (26 Milliards de dollars USD) alloués à 94 pays, l'ADFD s'est forgé un palmarès impressionnant en matière de financement du développement mondial. L'ADFD est convaincu que son expertise en la matière aidera le LLF à réaliser et à développer sa vision ambitieuse.



صندوق أبوظبي للتنمية  
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT



**Mr. Ahmed Al-Kalbani**  
Économiste en Chef du Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)

**Vous prenez les rênes du LLF après trois années de développement continu et la constitution d'un portefeuille significatif, matérialisés par des investissements approuvés dépassant le milliard de dollars USD. À ce stade, sur quelles questions essentielles voulez-vous amener le Conseil d'Administration à se pencher ?**

En trois ans, le LLF a fait des prouesses et assis son rôle de leader dans le financement du développement durable. Pour renforcer le rôle du LLF en matière de développement, nos priorités pour le Conseil d'Administration comprendront l'intensification de la coopération entre le LLF, la BID et les bailleurs de fonds, l'intensification du rythme de travail et l'accroissement des décaissements pour les projets approuvés, une meilleure visibilité du fonds LLF dans les médias et la rationalisation du processus de sélection des projets approuvés.

**Quels problèmes entrevoyez-vous durant votre présidence ?**

Nous avons l'intention de travailler en étroite collaboration avec les équipes de la BID et les bailleurs de fonds pour garantir la sélection, la gestion et l'exécution efficaces des projets de développement stratégiques. Nous espérons apporter aux pays membres de la BID les moins avancés des solutions de financement innovantes pour répondre à leurs priorités nationales et nous rapprocher toujours plus de la réalisation des ODD. L'approche axée sur les résultats devrait également changer la perception des projets dans le but d'en optimiser les résultats et l'impact. En bref, nous nous réjouissons de travailler avec nos partenaires du LLF pour garantir une année prospère sous le sceau de la croissance socio-économique durable pour tous les pays bénéficiaires.



## ➤ Perspectives d'Avenir



### Introduction d'une approche axée sur les résultats

Le portefeuille du LLF s'est considérablement développé depuis le lancement du fonds en 2016, et il couvre actuellement 28 projets actifs dans 19 pays. Avec la transition rapide du portefeuille vers la mise en œuvre d'un plus grand nombre de projets, il devient encore plus important de garantir la qualité et l'efficacité de cette mise en œuvre. Cela inclut l'amélioration des systèmes de données et l'assistance technique.

Le LLF s'oriente donc vers une approche axée sur les résultats (AAR). Cette approche s'est déjà avérée efficace pour obtenir un impact optimisé dans le cadre d'autres modèles similaires au LLF.

Les bailleurs de fonds du fonds LLF ont convenu de l'importance de mettre en œuvre une approche axée sur les résultats répondant aux meilleures pratiques en vigueur ainsi qu'à la nécessité éventuelle d'allouer des ressources supplémentaires à cette fin. Une équipe de consultants a donc été engagée pour effectuer une analyse approfondie, qui permettra au LLF de comprendre les facteurs clés de succès pour l'adoption d'une AAR dans son modèle opérationnel. Ces consultants évalueront également les capacités techniques existantes à la banque qui pourraient soutenir l'élaboration et l'adoption de cette approche.



**LE PORTEFEUILLE PASSANT RAPIDEMENT DANS LA PHASE DE DÉPLOIEMENT D'UN PLUS GRAND NOMBRE DE PROJETS, IL URGE DE GARANTIR LA QUALITÉ DE CETTE MISE EN ŒUVRE**





## La nouvelle stratégie de communication du LLF est en cours d'élaboration

En 2019, les bailleurs de fonds du LLF ont convenu à l'unanimité que le fonds tirerait profit d'une meilleure visibilité et d'une sensibilisation accrue pour mettre en exergue la manière dont ses projets contribuent à affranchir les populations les plus nécessiteuses du joug de la pauvreté. Une nouvelle stratégie de communication est de ce fait en cours d'élaboration et sera mise en œuvre en 2020.

Ses objectifs sont les suivants :

- ◆ Renforcer l'image et la réputation du fonds LLF dans le monde
- ◆ Faire connaître les projets financés par le fonds LLF et mettre en exergue leur impact
- ◆ Mettre en évidence la perspective innovante et le rôle vital du LLF
- ◆ Démontrer aux pays bénéficiaires l'opportunité unique offerte par le financement hautement concessionnel du LLF pour s'attaquer aux causes-racines profondes de l'extrême pauvreté
- ◆ Renforcer la visibilité du fonds LLF et de ses bailleurs de fonds, afin d'augmenter encore plus leur capacité à s'engager dans la cause du développement mondial

Dans la pratique, cela se traduira par une communication plus régulière avec les principales parties prenantes pour présenter les progrès des projets et maximiser l'utilisation des outils de communication institutionnelle pour un impact significatif.

Des termes de référence et un appel à propositions ont été approuvés par tous les bailleurs de fonds en décembre 2019. Une agence de communication devrait être sélectionnée d'ici le milieu de l'année 2020, et l'élaboration de la nouvelle stratégie de communication du LLF devrait suivre immédiatement.



## Épidémie de la Covid-19

Alors que nous finalisons le présent rapport annuel, nous constatons une augmentation alarmante des cas de Covid-19 dans les pays bénéficiaires des financements du fonds LLF. Cette pandémie aura probablement des implications importantes pour le LLF en 2020. Le LLF produira un document de réflexion décrivant ses choix stratégiques pour atténuer efficacement l'impact négatif de la Covid-19. Cela se traduira par un plan d'action pragmatique correspondant pour assurer la continuité des services essentiels et un renforcement de la résilience des communautés laissées pour compte.

# Ce qu'en pensent nos Bailleurs de Fonds



*"En quatre ans seulement, le fonds LLF est devenu un moteur de développement essentiel pour les pays membres les moins avancés et les pays à revenu moyen inférieur de la BID. L'impact le plus significatif produit par le fonds ce sont sans nul doute les vies que le LLF a transformée - des mères et des enfants dont la mort a été évitée grâce aux investissements dans la santé, aux emplois créés dans l'agriculture et à l'approvisionnement fiable en aliments nutritifs."*

**Mr. Asif Abbas**  
Chargé des relations avec le Moyen-Orient, Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF)



*"Le DFID est fier d'apporter son expertise en tant que bailleurs de fonds bilatéral en appui au LLF dans sa mission pour émanciper les populations de la pauvreté. En collaborant avec nos collègues bailleurs de fonds, nous nous assurons que nos financements ont un impact réel sur les communautés pauvres des États membres les plus pauvres de la Banque Islamique de Développement."*

**Mr. Andrew Stalbaum**  
Représentant pour les États du Golfe, Département Britannique pour le Développement International (DFID)



*"Le fonds LLF est unique non seulement parce qu'il s'agit de la plus grande initiative de développement au Moyen-Orient, mais aussi parce qu'il règle les problèmes des pays les plus pauvres grâce à des modèles innovants de financement et de partenariat. Ces méthodes innovantes sont nécessaires là où les fonds de développement traditionnels n'atteignent peut-être pas les résultats escomptés. Le grand succès que nous avons connu jusqu'à présent est la preuve que de telles solutions sont nécessaires."*

**Mr. Ali Bin Abdalla Al-Dabbagh**  
Directeur Général Adjoint de la Planification, Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)



# Fonds LLF

## Rapport des commissaires aux comptes

### Rapport des commissaires aux comptes

#### Excellences, messieurs le Président et les membres du Conseil d'Administration

Fonds LLF  
Djeddah,  
Royaume d'Arabie saoudite

#### Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié le bilan du fonds LLF (« le fonds ») arrêté au 31 décembre 2019, ainsi que les états des activités, des flux de trésorerie et des variations des actifs nets y afférents pour l'exercice clos à cette date. Ces états financiers et l'engagement du fonds à mener ses activités conformément à la charia relèvent de la responsabilité de sa direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les présents états financiers à la lumière des résultats de notre audit.

L'audit a été effectué conformément aux normes édictées par l'Organisation de Compatibilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI). Ces normes requièrent la planification et la réalisation de l'audit de sorte à obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative. Un audit comprend l'examen, sur la base des éléments justificatifs, des montants et des informations figurant dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des estimations faites par la direction, outre une évaluation de la présentation générale des comptes annuels. Nous estimons que les éléments que nous avons obtenus sont suffisants pour nous permettre de former une opinion sur les comptes.

#### Opinion

Selon notre opinion, les états financiers donnent une image fidèle du bilan du fonds au 31 décembre 2019, du compte de résultat et des flux de trésorerie de l'exercice clos, conformément aux règles et principes de la charia arrêtés par le Conseil de charia de la Banque islamique de développement, et aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI).



Pour Ernst & Young

**Ahmed I. Reda**  
Expert-comptable agréé  
Agrément n° 356

30 mars 2020  
6 chaābane 1441

Djeddah





## Bilan au 31 décembre 2019

(Montants en milliers de dollars USD, sauf indication contraire)

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Soldes en caisse et en banque	16.839.318	29.628.925
Placements mourabaha de marchandises	157.205.767	117.369.368
Contributions reçues des donateurs	28.119.970	-
Autres éléments d'actif	-	1.171
<b>Actif, total</b>	<b>202.165.055</b>	<b>146.999.464</b>
<b>Passif</b>		
A payer aux parties liées	358.187	158.543
Charges échues et autres éléments de passif	629.201	348.266
<b>Passif, total</b>	<b>987.388</b>	<b>506.809</b>
<b>Actif, net</b>	<b>201.177.667</b>	<b>146.492.655</b>
<b>Constitué de</b>		
Contributions des donateurs	198.232.716	143.436.601
Montant de la réserve	427.314	3.056.054
Bénéfices non distribués	2.517.637	-
	<b>201.177.667</b>	<b>146.492.655</b>

## Compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

(Montants en milliers de dollars USD, sauf indication contraire)

	2019	2018
<b>Revenus provenant de :</b>		
Subventions des donateurs	20.424.911	2.509.115
Placements mourabaha de marchandises	3.557.248	2.678.485
Reçu contre subvention de services de conseil	463.003	406.569
Transfert du montant de la réserve	-	1.218.863
<b>Résultat net avant dépenses administratives et de fonctionnement</b>	<b>24.445.162</b>	<b>6.813.032</b>
Frais d'administration des installations	(1.003.438)	(999.983)
Dépenses en subventions	(20.424.911)	(2.509.115)
Services de conseil	(463.003)	(406.569)
Coûts de préparation des projets	(36.173)	(218.880)
<b>Dépenses administratives et de fonctionnement, total</b>	<b>(21.927.525)</b>	<b>(4.134.547)</b>
<b>Revenu avant transfert des revenus d'investissement aux réserves des donateurs, net</b>	<b>2.517.637</b>	<b>2.678.485</b>
Transfert des revenus d'investissement aux réserves des donateurs	-	(2.678.485)
<b>Revenu de l'exercice, net</b>	<b>2.517.637</b>	<b>-</b>

**État des flux de trésorerie**  
de l'exercice clos le 31 décembre 2019

(Montants en milliers de dollars USD, sauf indication contraire)

	2019	2018
<b>Flux de trésorerie des opérations</b>		
Revenu avant transfert des revenus d'investissement aux réserves des donateurs, net	2.517.637	2.678.485
<i>Ajustements</i>		
Subventions des donateurs	(20.424.911)	(2.509.115)
<i>Variations de l'actif et du passif des opérations</i>		
(Baisse)/hausse des sommes due à des parties liées	1.171	(1.171)
(Baisse)/hausse des comptes de régularisation et autres passifs	199.644	(1.283.783)
Reçu contre subvention de services de conseil	280.935	(186.146)
<b>Liquidités générées par les activités d'exploitation, net</b>	<b>(17.425.524)</b>	<b>(1.301.730)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		
Placements en marchandises	(39.836.399)	(35.584.770)
<b>Liquidités utilisées pour les activités d'investissement, net</b>	<b>(39.836.399)</b>	<b>(35.584.770)</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>		
Contributions des donateurs	44.472.316	20.000.000
<b>Liquidités provenant de l'activité de financement, net</b>	<b>44.472.316</b>	<b>20.000.000</b>
Variation des espèces et quasi-espèces, net	(12.789.607)	(16.886.500)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	29.628.925	46.515.425
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	<b>16.839.318</b>	<b>29.628.925</b>
<b>Transaction non monétaire</b>		
Variation du montant de la réserve, net	(2.628.740)	1.459.622

**État des variations de l'actif net**  
de l'exercice clos le 31 décembre 2019

(Montants en milliers de dollars USD, sauf indication contraire)

	2019	2018
Actif en début d'exercice, net	146.492.655	147.010.430
Contributions de l'exercice (note 8)	72.592.286	531.718
Ajustements du montant de la réserve	-	1.459.622
Dépenses en subventions	(20.424.911)	(2.509.115)
Revenu de l'exercice, net	2.517.637	-
<b>Actif en fin d'exercice, net</b>	<b>201.177.667</b>	<b>146.492.655</b>



◆  
**NOUS NOUS ATTÈLERONS  
À DÉMONTRER L'IMPACT  
TRANSFORMATIONNEL DU  
LLF PAR DES RÉALISATIONS  
DÉCISIVES ET DURABLES,  
ALORS QUE NOUS  
DÉCLARONS 2020 L'ANNÉE  
COMME MARQUANT LE  
DÉBUT DE LA RÉCOLTE  
DES RÉSULTATS !**

## Ce qu'en pensent nos Bailleurs de Fonds



« En peu de temps, le LLF a réussi à jouer un rôle de premier plan pour combler les déficits de financement et améliorer l'efficacité des programmes d'aide au développement. Le LLF est un excellent exemple de la manière dont une collaboration étroite et le financement de projets communs permettent aux organisations internationales et aux institutions de financement d'allouer leurs ressources financières à des initiatives de développement innovantes qui se traduisent par un impact économique à long terme dans les pays en développement ».

**M. Ahmed Al-Kalbani**  
Économiste en Chef, Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD)



« Le fonds LLF est un projet unique et innovant visant à produire un changement durable dans les pays vulnérables, en sortant les communautés de la dépendance à l'aide d'urgence directe pour les mener vers une plus grande productivité et une plus grande autonomie, ce qui aidera ces pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et à passer de la pauvreté à la stabilité économique et sociale ».

**Dr. Abdullah Al Rabeeh**  
Conseiller - Cour Royale, Contrôleur général  
Centre d'Aide Humanitaire et de Secours du Roi Salman  
Riyadh, Royaume d'Arabie Saoudite (KSRelief)



« Ce qui rend le LLF unique, c'est le partenariat solide qu'il a créé entre de multiples bailleurs de fonds et la BID en unissant leurs forces pour aider les populations défavorisées dans les pays membres. Le mandat du LLF est conforme à celui du FSID. Le LLF est l'un des moteurs les plus efficaces parrainés par le FSID pour lutter contre la pauvreté, et nous pensons que, bientôt, les premiers effets seront visibles sur le terrain ».

**Dr. Waleed Abdul Mohsin Al Wohaib,**  
Directeur Général, Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)



## Fonds LLF

### Par le Directeur du fonds LLF



**Dr. Waleed Ahmad J. Addas**  
Directeur de  
l'Unité de Gestion  
du fonds LLF

#### Message du Directeur du Fonds LLF

2019 a été une année charnière pour le fonds. À la fin 2018, nous n'avions décaissé que **huit millions de dollars USD** au profit des pays membres de la BID bénéficiaires. A la fin 2019, grâce aux efforts de l'Unité de Gestion du LLF et de la BID, ce niveau de décaissement a grimpé à près de **120 millions de dollars USD**. Quatre nouveaux projets ont été approuvés en 2019, augmentant la couverture géographique du fonds en Afrique sub-saharienne et en Afrique de l'Est. Le portefeuille de projets du LLF représente désormais un montant total approuvé de **1,2 Milliards de dollars USD** avec **28 projets actifs**, répartis dans **19 pays membres**.

Avec un portefeuille aussi important, il était devenu essentiel d'adopter une nouvelle approche pour assurer une gestion opérationnelle efficace. La gestion du portefeuille de projets LLF en 2019 s'est donc concentrée sur trois principaux domaines : l'exécution accélérée des projets antérieurs, le renforcement des leviers de performance opérationnelle du LLF, et l'augmentation des décaissements pour les projets LLF, avec mesure des résultats.

À la fin 2018, plusieurs projets LLF approuvés en 2016 et 2017 n'étaient toujours pas entrés dans leur phase de déploiement. En 2019, l'Unité de Gestion du LLF (UGLLF) a organisé plusieurs missions d'urgence pour régler les problèmes en suspens minant les projets LLF afin d'accélérer leur développement, en partenariat avec les centres régionaux de la BID. Au Maroc et au Cameroun, ces missions ont conduit à une légère restructuration des projets pour s'aligner sur le nouveau système gouvernemental de prestation des agences d'exécution et ont permis de réaliser des décaissements importants au cours du dernier trimestre 2019. Ces missions ont également permis à l'équipe de management du LLF de resserrer ses liens avec les pays membres visités.

En outre, nous avons analysé les causes-racines des complexités et des inefficacités qui minent le cycle de gestion des projets de la BID et du fonds LLF, puis convaincu la banque de mettre en place un plan d'action global pour accélérer le développement des projets LLF et optimiser leur gestion. Ce plan d'action à l'échelle de la banque a été validé par S.E. le Président de la BID, et décliné en une feuille de route individuelle pour chaque département de la banque en interaction avec le LLF.

Pour renforcer la qualité des investissements du LLF et optimiser leur impact, nous avons également consolidé le portefeuille actif du LLF en retirant les projets qui connaissaient des difficultés importantes et en redéfinissant les priorités des fonds mis à disposition par les bailleurs de fonds.

En termes de communication, de sensibilisation et de visibilité, notre stratégie pour 2019 a combiné deux approches : l'amélioration de notre utilisation des outils pertinents actuels et la préparation de l'avenir avec des solutions innovantes.

Dans le premier cas, nous avons régulièrement mis à jour notre page Web sur le site Web de la banque et accru notre présence dans les médias sociaux via Twitter. En outre, nous avons organisé une visite de trois jours du Programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan pour nos bailleurs de fonds, et avons représenté la direction générale de la banque au « Last-Mile Forum » qui s'est tenu à Abu Dhabi et qui a réuni des experts de la santé au niveau mondial, pour échanger sur la surveillance et l'éradication des maladies infectieuses.

En ce qui concerne la seconde approche de communication, nous avons efficacement continué à développer à la fois une image de marque et une stratégie de communication plus fortes pour le LLF. Nous avons travaillé avec des experts en communication de la Fondation Bill & Melinda Gates et de nos autres bailleurs de fonds pour élaborer des termes de référence à cet effet, lesquels ont été validés au dernier trimestre 2019. Une Agence de communication devrait être désignée d'ici la fin du deuxième trimestre 2020.

À l'horizon 2020, nous nous sommes fixé trois grandes priorités :

La première consiste à soutenir et à suivre de près le nouveau plan d'action global de la banque en faveur du fonds LLF. Cela permettra d'accélérer la mise en œuvre des projets LLF, de rationaliser leur traitement, d'accroître le volume des décaissements, et de renforcer notre capacité à démontrer des résultats.

La deuxième est de renforcer notre collaboration avec les départements du siège de la BID ainsi qu'avec leurs centres régionaux, et d'intensifier nos partenariats avec d'autres acteurs du développement. Cela nous permettra de développer des projets encore plus solides ayant le potentiel de transformer les vies et moyens de subsistance des populations concernées.

La troisième est de poursuivre nos initiatives de communication pour assurer une visibilité accrue du fonds LLF et de ses bailleurs de fonds, ainsi que pour établir une empreinte durable de notre action.

Nous sommes plus que jamais convaincus de la pertinence de la vision portée par le fonds LLF. Nous nous attèlerons à démontrer l'impact transformationnel du LLF par des réalisations décisives et durables, alors que nous déclarons 2020 l'année comme marquant le début de la récolte des résultats !

## Remerciements

Ce rapport a pu être élaboré grâce au soutien et aux conseils de nombreuses personnes, ainsi que de nos organisations membres, qui sont listées et présentées ci-dessous.



### Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)

Le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement est une institution d'aide étrangère créée par le gouvernement d'Abu Dhabi pour aider les pays en développement à atteindre une croissance économique durable et à réduire la pauvreté. Pour ce faire, il fournit des ressources financières, établit des partenariats dans les secteurs public et privé et adopte les meilleures pratiques internationales pour garantir l'efficacité de l'aide.



### Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF)

La Fondation Bill & Melinda Gates se concentre sur les domaines où les besoins sont les plus importants dans le monde. Ses interventions offrent la possibilité d'améliorer considérablement la qualité de vie de milliards de personnes. Elle établit des partenariats qui rassemblent des ressources, des compétences et une vision, et travaille avec les meilleures organisations du monde pour identifier les problèmes, trouver des réponses, et favoriser le changement.



### Département Britannique pour le Développement International (DFID)

Le Département Britannique pour le Développement International (DFID) est en pole position des efforts du Royaume-Uni visant à mettre fin à l'extrême pauvreté. Le DFID s'attaque aux problèmes mondiaux de notre époque, notamment la pauvreté et la maladie, les migrations de masse, l'insécurité et les conflits. Son activité consiste à construire un monde plus sûr, plus sain et plus prospère pour les habitants des pays en développement et du Royaume-Uni.



### Banque Islamique de Développement (BID)

La Banque Islamique de Développement est une institution financière islamique internationale qui vise à favoriser le développement économique et le progrès social de ses pays membres et des communautés musulmanes conformément aux principes de la charia (ou loi islamique).



### Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)

Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement se consacre à la réduction de la pauvreté dans ses pays membres en promouvant une croissance favorable aux pauvres, en mettant l'accent sur le développement humain, en particulier sur l'amélioration des soins de santé et de l'éducation, et en fournissant un soutien financier pour renforcer la capacité de production et les moyens de revenus durables pour les pauvres, notamment en finançant des opportunités d'emploi, en offrant des débouchés commerciaux surtout aux pauvres des zones rurales, et en améliorant les infrastructures rurales et périurbaines de base.



### Centre d'Aide et de Secours Humanitaire King Salman (KSRelief)

Le KSRelief se consacre à la coordination et à la fourniture de l'aide internationale aux communautés touchées par la crise, à l'allègement des souffrances et à la fourniture des éléments essentiels pour permettre aux populations, partout dans le monde, de vivre une vie agréable.



### Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD)

Le Fonds du Qatar pour le Développement est une institution publique qui s'engage, au nom de l'État du Qatar, à mettre en œuvre des projets d'aide étrangère. Depuis 2012, le QFFD fournit une aide à de nombreux pays conformément aux objectifs de coopération internationale de la Vision nationale 2030 du Qatar, et dans le respect des meilleures pratiques et normes. L'objectif principal du QFFD est de parvenir à un développement inclusif et durable, en abordant les questions prioritaires mondiales dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation économique.



صندوق أبوظبي للتنمية  
ABU DHABI FUND FOR DEVELOPMENT

BILL & MELINDA  
GATES foundation



IsDB  
البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank



مركز الملك سلمان للإغاثة والأعمال الإنسانية  
KING SALMAN HUMANITARIAN AID & RELIEF CENTRE

QATAR FUND  
FOR DEVELOPMENT  
صندوق قطر للتنمية



Lives and  
Livelihoods  
Fund



## Contactez-nous

Mr. Shamim Khan  
Assistant Exécutif  
Unité de Gestion du Fonds LLF

Téléphone : +966 (12) 646 7012

Fax : +966 (12) 637 1334

Courriel : Shkhan@isdb.org

<https://www.isdb.org/LLF>

